

LE BILAN ARCHÉOLOGIQUE PICARD : LES CONCLUSIONS

Didier BAYARD *, Jean-Luc COLLART **, Jean-Pierre DAUGAS ***, Pascal DEPAEPE ****, Philippe RACINET***** , Marc TALON ***** , Stéphanie THIEBAULT ***** & Alain TUFFREAU *****

Ce premier bilan régional répond, pour l'essentiel, à la commande initiale, sur laquelle nous ne reviendrons pas, puisqu'elle a été définie dans le texte de présentation « L'élaboration du bilan sur la recherche archéologique en Picardie ».

En premier lieu, nous soulignerons la célérité avec laquelle la publication a été menée, afin de remercier les différents auteurs et le directeur de la *Revue archéologique de Picardie*, Marc Durand. Il n'est pas si fréquent, en particulier dans le domaine des publications archéologiques, que les textes soient remis dans les six mois qui suivent un colloque ou une table ronde. Or, toutes les contributions nous sont parvenues, certes progressivement et à la suite de quelques relances, dans le second semestre de 2005, les dernières à la fin novembre. De telle sorte que les relectures par le Comité éditorial, la mise en page et la relecture par les auteurs ont pu être menées en parallèle. Ainsi le manuscrit, pratiquement achevé, a été présenté à la journée archéologique régionale du 3 décembre. Quelques ultimes corrections, la rédaction du texte de la CIRA Centre-Nord et des conclusions du *Comité de pilotage* ont quelque peu différé la publication, initialement prévue pour le mois de janvier 2006. Mais le résultat de ces efforts est que ce bilan est disponible pratiquement un an après la tenue des journées.

Quelles conclusions tirer de ce document? La première est évidente: comme toute entreprise collective, il présente une certaine hétérogénéité. Elle est le reflet, à la fois de l'état d'avancement des réflexions des auteurs et, de ce point de vue, elle donne une image correcte de la diversité régionale, mais aussi des disponibilités de ces mêmes auteurs, qui n'ont pas pu consacrer un temps similaire à l'élaboration de la documentation et à son commentaire (ce point a été développé dans le texte de présentation, nous n'y reviendrons pas). La diversité de la recherche régionale est patente. Pour l'expliquer, il convient d'en faire un rapide historique.

PETIT HISTORIQUE DE L'ARCHÉOLOGIE PICARDE

L'archéologie picarde, telle que nous la connaissons résulte d'une évolution qu'il est utile de rappeler si l'on veut comprendre ses spécificités actuelles. Cela permet, en effet, d'expliquer comment se sont mis en place les différents axes de recherche qui la caractérisent, et comment se sont

formées les différentes équipes impliquées dans cette recherche. L'archéologie picarde, loin d'être un ensemble homogène, se présente comme la juxtaposition de plusieurs histoires: celle des paléolithiciens n'a que peu à voir avec celle des protohistoriens (incluant le Néolithique), ou encore celle des antiquisants ou des médiévistes. Mais, en même temps, la proximité géographique de ces différents acteurs a été à l'origine d'influences réciproques, par exemple, au niveau de la méthodologie (ainsi, les grands décapages initiés par les protohistoriens ont été adoptés très tôt par les antiquisants) ou des problématiques (le dynamisme de la recherche protohistorique a généré une réflexion importante sur la romanisation du côté des antiquisants, etc.). Donc, la recherche archéologique picarde présente à la fois une certaine hétérogénéité mais, en même temps, des points de convergence (par exemple, l'attention prêtée très tôt aux études paléoenvironnementales ou aux contextes géomorphologiques).

* Conservateur du patrimoine
SRA de Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
didier.bayard@culture.gouv.fr

** Conservateur régional de l'Archéologie
SRA de Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
jean-luc.collart@culture.gouv.fr

*** Inspecteur général, IGAPA
Ministère de la Culture
jean-pierre.daugas@culture.gouv.fr

**** Directeur scientifique et technique
INRAP Paris
pascal.depaepe@irap.fr

***** Professeur d'Histoire et d'Archéologie médiévales
Université de Picardie Jules Verne, EA 3192
F - 80 025 AMIENS CEDEX
philippe.racinet@u-picardie.fr

***** Directeur interrégional
INRAP Nord Picardie – HALMA-IPEL, UMR 8164
marc.talon@inrap.fr

***** Directrice de recherche CNRS
UMR 7041 ArScAn
stephanie.thiebault@mae.u-paris10.fr

***** Professeur de Préhistoire
Université de Lille I, ESA 8018
alain.tuffreau@club-internet.fr

Cette histoire explique encore d'autres particularités. Limitons-nous à quelques exemples : les découvertes de Boucher de Perthes au XIX^e siècle, sont, pour partie, à l'origine du développement de la recherche sur le Paléolithique dans la vallée de la Somme ; les nombreuses fouilles de cimetières de la fin de l'Antiquité et du haut Moyen Âge, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ont conduit les antichiens à s'intéresser activement à l'Antiquité tardive et au haut Moyen Âge ; les prospections aériennes de Roger Agache, à partir des années 1960, expliquent l'attention particulière portée aux établissements ruraux par les spécialistes de la fin de la période gauloise et de l'époque romaine, etc. Il ne s'agit pas ici de refaire un exposé détaillé : on se reportera aux rapports sur la *Protohistoire récente* et les *campagnes antiques*, à la thèse de Jean-Claude Blanchet et aux deux volumes de la *Carte archéologique de la Gaule* consacrés à l'Aisne et à l'Oise. Néanmoins, il paraissait utile que l'on puisse trouver, quelque part dans ce bilan, un tableau rapide (et synoptique) de cette histoire de la recherche archéologique picarde et, surtout, de ses développements récents.

LES « FONDATIONS » ANCIENNES

L'archéologie picarde s'est essentiellement construite dans les quatre dernières décennies, disons à partir des années 1960. Néanmoins, elle s'est appuyée sur des acquis anciens, car elle a connu un premier essor dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Rappelons, brièvement, les recherches anciennes. Dès le XVI^e siècle, des « antiquaires » et des historiens se sont intéressés aux vestiges anciens, principalement de l'époque romaine, avec des préoccupations essentiellement historiques et topographiques. L'apport des « antiquités » a été de plus en plus important (et de mieux en mieux compris) dans les deux siècles suivants. Mais ces premiers travaux ne présentent pas un caractère résolument spécifique par rapport au reste de la France. L'originalité de la Picardie ne semble s'affirmer qu'au XIX^e siècle. L'œuvre de Jacques Boucher de Perthes vient immédiatement à l'esprit : le premier, il a attiré l'attention sur l'intérêt des vestiges préhistoriques de la vallée de la Somme, qui reste toujours l'un des domaines privilégiés de la recherche régionale. Certes, on peut considérer qu'il n'était que le « révélateur » d'un potentiel exceptionnel lié à des phénomènes géomorphologiques propres à cette vallée ; il faisait partie d'un mouvement plus large : les érudits-archéologues picards ont été particulièrement nombreux. Dès la première moitié du XIX^e siècle, se multiplient les explorations de sites antiques et de cimetières mérovingiens, aux vestiges plus lisibles et spectaculaires. Les fouilles de *villae* et agglomérations antiques sont particulièrement nombreuses dans l'Aisne vers le milieu du siècle. Dans l'Oise, la

présence de Napoléon III à Compiègne dynamise les recherches locales dans le troisième quart du XIX^e siècle : camps, agglomérations, temples, édifices de spectacle et cimetières romains sont explorés sur une grande échelle. Partout dans la région, les nécropoles romaines tardives et mérovingiennes sont fouillées. Mais les investigations de Frédéric Moreau (*Album Caranda*) et Jules Pilloy confèrent au département de l'Aisne une position de référence incontournable pour la recherche archéologique nationale sur ces problématiques, dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Dans le même temps, les *oppida* ne sont pas délaissés : étudiés dès les années 1820 comme « camps romains », ils attirent de nouveau l'attention lorsque les Gaulois sont mis à l'honneur par des préoccupations nationalistes du Second Empire. L'*oppidum* de « Saint-Pierre-en-Chastres », à Vieux-Moulin, près de Compiègne, est retourné par l'Armée sur deux hectares, mettant au jour un site de référence pour la fin de l'âge du Bronze, en livrant l'un des plus gros ensembles européens d'objets en bronze (532) après les stations palafittiques. À cette époque, les vestiges gaulois commencent à être identifiés et, là encore, les fouilles de Moreau tiennent une place importante, grâce au grand nombre de sépultures qu'il publie. Enfin, dans un autre domaine, les multiples observations de l'architecte Pinsard, à Amiens, fournissent une partie de la documentation qui fait de cette ville l'une des mieux connues du Nord de la Gaule. La Première Guerre mondiale marque la fin de ces recherches, menées par des érudits locaux dans le cadre des sociétés savantes. L'attention des scientifiques français se porte désormais sur la frange méridionale de notre pays ou sur l'Afrique du Nord. Mais ce riche passé scientifique n'a pas été sans conséquence sur le développement actuel de la recherche archéologique régionale. Nous avons déjà évoqué son rôle dans l'intérêt porté aux vestiges paléolithiques de la vallée de la Somme. Rappelons aussi son influence en ce qui concerne la Protohistoire : le programme de fouilles de sauvetage entrepris dans les carrières de l'Aisne par l'URA 12 du CNRS et l'Université de Paris I, à partir du milieu des années 1970, a été en partie suscité par la richesse supposée de ce secteur révélée par Frédéric Moreau et Octave Vauvillé (un « spécialiste » des *oppida* du Soissonnais).

LES RÉVÉLATIONS DE L'ARCHÉOLOGIE AÉRIENNE (1960-1980)

Certes, dans la mise en place du programme de la vallée de l'Aisne, cette documentation ancienne n'a pas été le seul critère de choix : la prospection aérienne a aussi tenu une place importante. C'est la deuxième particularité de l'archéologie régionale. Lorsque cette discipline renaît en France septentrionale, dans le courant des années 1950, grâce à

l'action des amateurs, soutenue par une première organisation des services de l'État, les *Circonscriptions des Antiquités*, créées pendant le second conflit mondial (loi du 27 septembre 1941), plusieurs chercheurs s'intéressent à l'archéologie aérienne : Roger Chevallier et Michel Boureux dans l'Aisne ainsi que Roger Agache dans la Somme. Les prospections de Roger Chevallier révèlent, par exemple, la villa de Mercin-et-Vaux, près de Soissons. C'est ainsi qu'Alix Barbet (CNRS) vient étudier les enduits peints trouvés dans le bassin de cette villa, à partir de 1966 et s'installe à Soissons, où elle fonde, en 1972, le *Centre d'étude des peintures murales romaines* (CEPMR). Les campagnes de photographie aérienne et les investigations de Michel Boureux sur des habitats néolithiques contribuèrent aussi à l'implantation du programme de fouilles dans la vallée de l'Aisne. Mais rendons à Roger Agache l'hommage qui lui revient. À partir du début des années 1960 et jusqu'aux années 1980, il survole intensivement le Bassin de la Somme, révélant des milliers de sites protohistoriques et romains. Cet apport renouvelle fondamentalement l'image que l'on se faisait de l'occupation des campagnes antiques de la Gaule. Il suffit de consulter la bibliographie des articles et ouvrages consacrés à cette question pour mesurer l'impact de ces découvertes. Elles ont créé les conditions du développement d'une recherche centrée sur les établissements ruraux antiques, qui constitue l'un des points forts de la recherche régionale. Dès 1964, le directeur de la *Circonscription des Antiquités historiques*, Ernest Will, initie un programme de fouilles sur la question. En 1965, Alain Ferdière et le *Groupe archéologique des étudiants de la Sorbonne* investissent la grande villa picarde de Warfusée-Abancourt (Somme) découverte par Agache. En 1968, ils se déplacent sur celle de Ribemont-sur-Ancre (Somme), qui se révèle être... un grand sanctuaire. Mais les travaux de Roger Agache ont tenu aussi une place importante dans la recherche archéologique protohistorique, en dévoilant de nombreux établissements à enclos fossoyés, qualifiés de « fermes indigènes » par référence à des sites similaires découverts en Grande-Bretagne. Les investigations archéologiques furent un peu plus longues à se mettre en place : la première « ferme indigène » caractérisée fut fouillée à Conchil-le-Temple (Pas-de-Calais), à la frontière de la Picardie, en 1981, par Jean-François Piningre et Germaine Leman. Mais nul doute que ce modèle d'habitat était bien présent à l'esprit de l'équipe qui s'investissait dans la vallée de l'Aisne. Le dynamisme de la recherche archéologique régionale sur les établissements protohistoriques trouve ses deux racines dans les prospections aériennes et le programme de fouille de la vallée de l'Aisne.

LE PREMIER ESSOR DE L'ARCHÉOLOGIE DE SAUVETAGE (1970-1985)

L'Aisne se distingue par une activité de fouilles de sauvetage précoce, dès le début des années 1960, avec Michel Boureux, Roger Chevallier, Jean Debord, Robert Ertlé, Gilbert Lobjois, Henri Jouillé, Maurice Jorssen. Ces premières investigations, centrées sur le Néolithique et la Protohistoire, ainsi que la création d'un poste d'archéologue par l'*Office du Tourisme de l'Aisne* en 1973, attribué à Michel Boureux, contribuèrent de manière déterminante à l'implantation du programme de fouilles de la vallée de l'Aisne. À partir de 1972-1973, ce programme, initié par Bohumil Soudsky et Jean-Paul Demoule, en collaboration avec Anick Coudart, tient, en effet, une place majeure dans l'histoire de la recherche archéologique récente (rappelons qu'il a bénéficié, à partir de 1974, d'un soutien financier conséquent et indéfectible du *Conseil général de l'Aisne* : un tel investissement était particulièrement novateur et mérite d'être souligné). C'est là qu'ont été réalisés en France les premiers grands décapages. Jusqu'alors, les archéologues, faute de moyens, étudiaient les sites par tranchées : une fois les fondations des bâtiments repérées à la sonde, des tranchées étaient ouvertes de part et d'autre des murs pour les suivre. La découverte d'une cave, d'un hypocauste, d'une mosaïque, se traduisait par un élargissement du terrassement. Les tombes étaient explorées de la même façon. Dans le cas de fosses difficilement perceptibles (incinérations), des tranchées serrées et parallèles, parfois contiguës et creusées successivement en alternance, permettaient d'explorer le gisement. Les années 1960 avaient vu l'introduction de la stratigraphie dans les fouilles historiques et la technique des sondages méthodiques... ouverts sur quelques mètres carrés (« méthode Wheeler »). Les décapages de la vallée de l'Aisne ont fait découvrir des sites étendus sur des hectares, avec des bâtiments sur poteaux plantés, des fossés, des tranchées de palissade, des fosses, etc. Grâce à un certain brassage culturel, les chantiers de la vallée de l'Aisne constituant un passage obligé pour les jeunes archéologues en formation à Paris I, les spécialistes d'autres périodes ont intégré cette méthodologie et il est certain qu'elle a aussi contribué fortement aux progrès enregistrés pour les périodes antique et médiévale. Mais il ne faudrait pas réduire le programme de la vallée de l'Aisne à ce seul apport méthodologique. La connaissance du Néolithique avec son site emblématique de Cuiry-les-Chaudardes, de la Protohistoire, a été profondément renouvelée par les travaux réalisés par l'équipe de l'URA 12. C'est bien là que se trouvent les fondations de la dynamique scientifique observée pour ces périodes en Picardie.

Ce programme a eu une influence déterminante sur les archéologues bénévoles réunis à Compiègne, autour de Jean-Claude Blanchet et Bernard Lambot, dans le cadre du *Centre de recherche archéologique de la vallée de l'Oise* (CRAVO, fondé en 1973). Cette association a constitué un second pôle de recherche autour des mêmes périodes: elle a mené, sous la direction de Jean-Claude Blanchet, des fouilles programmées sur les sites fortifiés néolithiques et protohistoriques de Jonquières, Choisy-au-Bac et Catenoy et développé une activité préventive importante, jusqu'à mettre en place, en 1987, un programme de fouilles sur la moyenne vallée de l'Oise (de Pont-Sainte-Maxence à Noyon), sous la direction de Marc Talon.

N'oublions pas d'autres personnalités marquantes de cette période: Jacques Hinout, René Parent et Jean-Georges Rozoy étudient le Tardenoisien, dans la région éponyme; le R.P. René Courtois fouille l'abbaye cistercienne de Vaucclair dans l'Aisne, avec le groupe « Sources » (1966-1985); et surtout, Jean Leclerc et Claude Masset explorent les sépultures collectives de La Chaussée-Tirancourt (Somme: 1968-1975), Essômes-sur-Marne (Aisne: 1971-1973), Méréaucourt (Somme: 1981-1991) et Bazoches-sur-Vesles (Aisne: 1986-1992). Ils ont initié une recherche qui se poursuit encore, avec la fouille de Bury (Oise: depuis 1998). De même, deux importantes fouilles préhistoriques sont engagées sur les sites du Paléolithique supérieur de Verberie (1975-2002), par Françoise Audouze (CNRS) et du Paléolithique inférieur de Cagny "L'Épinette" (depuis 1980), par Alain Tuffreau (CNRS puis Université de Lille I).

Dans ces mêmes années 1970-1980, la *Direction des Antiquités historiques*, installée à Amiens en 1972, dirigée par Jean-Michel Desbordes (1972-1976), Jean-Louis Cadoux (1976-1981), puis Jean-Luc Massy (1981-1985), s'investit plutôt sur les périodes antique et alto-médiévale. Des fouilles urbaines sont entreprises à Amiens, dans des conditions extrêmement difficiles. Depuis 1970, Jean-Louis Cadoux poursuit, chaque année, la fouille programmée du sanctuaire antique de Ribemont-sur-Ancre (Somme) et la grande *villa* de Famechon (Somme) est fouillée en sauvetage programmé, par Didier Vermeersch, à partir de 1972. Ces deux chantiers ont joué un rôle de formation non négligeable, car ils faisaient fonction de chantiers-écoles pour l'Université de Picardie. Dans le second, en particulier, les fouilles étaient réalisées en aire ouverte. Jean-Louis Cadoux a eu une influence importante sur l'orientation de la recherche régionale vers les sanctuaires antiques. Cependant, la fouille de Gournay-sur-Aronde (Oise) par Jean-Louis Brunaux et Patrice Méniel (CRAVO), à partir de 1975, fait rebondir la problématique sur les origines protohistoriques de ces lieux de culte.

Pendant deux décennies, les fouilles se multiplient sur ce type de site, conférant à la Picardie une autre de ses particularités. L'autre axe fort est l'étude de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge. Plusieurs cimetières romains tardifs et mérovingiens sont explorés sur une grande échelle: dans l'Aisne, Vermand (1968-1976), Goudelancourt-les-Pierrepont (1981-1992), Sissonne (1985-2003); dans la Somme, Vron (1969-1984), Nouvion-en-Ponthieu (1972-1983), Noyelles-sur-Mer (1974), Moreuil (1976-1977) et Saint-Sauveur (1986-1987). Dans l'Oise, plusieurs cimetières sont fouillés partiellement par des amateurs locaux, notamment Robert Journa, avec l'aide de Françoise Vallet, du *Musée des Antiquités Nationales*, et donnent lieu à plusieurs publications. Marc Durand consacre sa thèse au passage du cimetière mérovingien au cimetière médiéval (1998). Le cimetière de Bulles fouillé intégralement entre 1966 et 1984, occupe une place particulière: René Legoux y met au point un système de chronologie relative par permutation matricielle, extrêmement novateur, qui constitue une avancée méthodologique reconnue sur le plan international. Les premières fouilles d'habitat mérovingien faites en connaissance de cause, sont conduites par Didier Bayard à Condé-sur-Aisne (1979-1981), puis à Juvincourt-et-Damary (1984-1990), dans la vallée de l'Aisne. Les directions des *Antiquités préhistoriques et historiques* jouent un rôle scientifique majeur, en essayant d'organiser et de structurer ces multiples initiatives. C'est vers elles que se tournent les bénévoles disséminés dans la région, qui sont alors les acteurs les plus nombreux de l'activité archéologique régionale. Cependant, la professionnalisation est en marche: d'une part, les services de l'État s'étoffent progressivement, plusieurs chercheurs de la région intègrent le CNRS (Jean-Louis Brunaux, Patrice Méniel) et, enfin, certaines collectivités se dotent d'archéologues: Beauvais (1969: Joachim Klein-Bardagi), Soissons (1981: Denis Defente, puis Dominique Roussel de 1989 à 1998), Amiens (1982-1989: Noël Mahéo), les départements de l'Aisne (Comité du Tourisme: Michel Boureux, le R.P. René Courtois), de la Somme (1979: Jean-Pierre Fagnart) et de l'Oise (1981: Georges-Pierre Woimant). En 1984, est fondé le *Centre archéologique départemental de Soissons*, co-financé par l'État et la Ville, pour assurer l'hébergement et offrir un lieu de travail aux archéologues intervenant localement et dans la vallée de l'Aisne. De plus, la Région finance l'aménagement d'une base permanente de l'URA 12 dans l'ancienne école de Cuiry-les-Chaudardes dont la fouille programmée, conduite par Mike Ilett de l'Université de Paris I, et de l'URA 12, a vu passer des centaines d'étudiants du monde entier. Des efforts similaires sont faits dans l'Oise pour le CRAVO et les archéologues qui travaillent dans les sablières: le CRAVO s'installe à Compiègne, dans

une ancienne caserne de pompiers. À partir de 1979 il partage ces locaux avec l'IRRAP (*Institut de restauration et recherches archéologiques et paléométallurgiques*). Ce laboratoire, placé sous la direction d'André Rapin, est initié par le CRAVO et l'Université de technologie de Compiègne (UTC) et soutenu par la Ville et l'État, pour traiter la masse d'armes et d'objets en fer découverts à Gournay-sur-Aronde.

VERS UNE ARCHÉOLOGIE ESSENTIELLEMENT PRÉVENTIVE (À PARTIR DE 1985)

Le milieu des années 1980 correspond à une « révolution copernicienne » de l'archéologie. Désormais, les aménageurs sont systématiquement sollicités pour le financement des fouilles de sauvetage. Des moyens inconnus jusqu'alors sont mis en place, permettant de constituer des équipes d'archéologues professionnels, essentiellement employés par l'*Association pour les fouilles archéologiques nationales* (AFAN: association loi 1901 créée en 1974, à cet effet) et de disposer de moyens de terrassement significatifs. L'archéologie devient « préventive »: les fouilles sont conduites avant les travaux, grâce à leur intégration dans les plannings de chantier. Cette « professionnalisation » a permis de mettre à profit les expériences antérieures. Cette évolution a été progressive: ainsi, la grande *villa* de Verneuil-en-Halatte (Oise), fouillée par Jean-Luc Collart de 1986 à 1990, n'a pas bénéficié du nouveau système. C'est pourtant sur ce site que les liens des *villae* avec les établissements ruraux de La Tène sont mis clairement en évidence pour la première fois. De même, les interventions sur l'A26, en 1985-1987, ainsi, sur le village mérovingien de Juvincourt-et-Damary (1984-1991), ont été réalisées avec des moyens encore insuffisants. Les progrès les plus significatifs sont enregistrés en milieu urbain, avec quelques grands chantiers à Amiens (rue des Otages, en 1985; îlot des Jacobins, en 1986) et Beauvais (Hôtel-Dieu, de 1988 à 1989).

Cependant, les nouvelles possibilités sont bientôt mises en œuvre en milieu rural. Les fouilles préalables au TGV Nord, en 1989-1990, constituent l'opération « charnière » de ce point de vue. Des financements considérables pour l'époque permettent de mettre en place des équipes étoffées: la principale difficulté est même celle du recrutement. Une dizaine de sites font l'objet d'investigations importantes, avec de grands décapages extensifs, qui permettent de comprendre, non seulement, leur évolution interne mais leurs relations avec des sites voisins (cf. l'exemple des établissements laténiens de Verberie "La Plaine Saint-Germain" qui se succèdent avec des déplacements, avant de céder la place à une *villa*). De plus, des explorations partielles sur de grandes

surfaces permettent d'étudier l'environnement des sites, notamment les réseaux de fossés parcellaires. Jusqu'alors, cette problématique n'avait été abordée que dans les vallées alluviales: les plateaux sont enfin documentés et la vision de l'occupation du sol aux époques protohistorique, romaine et médiévale s'en trouve profondément renouvelée. Une seconde avancée méthodologique doit être soulignée: les études environnementales sont désormais systématiquement mises en œuvre. Rappelons que la région était pionnière en matière d'archéozoologie, avec les travaux de Patrice Méniel, qui avait su susciter des vocations autour de lui, depuis le milieu des années 1970, concrétisées par la création d'un laboratoire d'archéozoologie, en 1976, à Compiègne, au sein du CRAVO. Des études carpologiques et palynologiques étaient déjà menées, depuis longtemps, notamment dans la vallée de l'Aisne, respectivement par Corie Bakels (Université de Leiden) et André-Valentin Munaut (Université de Louvain-la-Neuve). Mais le TGV Nord a permis un changement d'échelle et de « mentalité »: désormais, en Picardie, ces études font partie des outils d'analyse déployés dans toute opération de fouilles.

L'expérience du TGV Nord, qui aurait pu être sans lendemain, s'est trouvée prolongée par la construction de plus de 300 km d'autoroutes échelonnées en six tronçons et sur plus de dix ans. L'évolution professionnelle et méthodologique s'est d'abord poursuivie à l'occasion du programme d'intervention archéologique lié à la construction de l'autoroute A16, expérience d'une collaboration constructive entre l'AFAN, le *Service régional de l'archéologie* de Picardie et l'aménageur - la SANEF. Désormais, les archéologues sont considérés comme de véritables interlocuteurs, dont l'intervention est intégrée dans le planning des opérations. Autre progrès significatif, les sondages sont de plus en plus systématiques sur l'ensemble du tracé. Le partenariat avec la SANEF s'est renforcé progressivement grâce à une dizaine d'années de collaboration, à l'occasion de quatre aménagements successifs (A16 Sud: 1992-1993 et Nord: 1994-1995, A29 Est: 1997-1999 et Ouest: 2001-2002). Des progrès similaires ont été réalisés, dans le même temps, avec d'autres partenaires, comme la DDE (A28: 1990-1992, A29 sud: 1994-1995, et divers autres ouvrages). Ces opérations de grande ampleur ont entraîné de nouveaux recrutements et fait venir en Picardie des archéologues extérieurs à la région, formés sur d'autres aménagements (par exemple, les paléolithiciens de l'A5). Ce brassage a contribué à enrichir les acquis régionaux. Ainsi, les aménagements linéaires ont constitué un autre « laboratoire » de l'archéologie préventive, qui a beaucoup contribué à faire évoluer les méthodologies régionales.

Pour faire face à cette activité croissante, l'organisation de l'archéologie régionale a été profondément remodelée. D'une part, les directions des *Antiquités préhistoriques et historiques* voient leurs effectifs sensiblement augmentés à partir du début des années 1980 (on passe de six à neuf scientifiques), puis sont réunies en 1984, peu avant la nomination de Jean-Claude Blanchet (1985-1991). Le renforcement de la législation qui permet de mieux intégrer la protection du patrimoine archéologique, dans les procédures d'urbanisme (décret n° 86-192 du 5 février 1986 « relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme » qui modifie l'article n° 511-3-2 du code de l'Urbanisme), a pour conséquence l'arrivée d'un nombre toujours plus grand de dossiers d'aménagement qui doivent être instruits par la direction des *Antiquités*, devenue *Service régional de l'archéologie* en 1991 (décret n° 91-786 du 14 août 1991). Les archéologues de cette structure consacrent donc un temps croissant à ce travail, au détriment de l'activité proprement scientifique. L'évolution est nette dès le début des années 1990 : le TGV Nord est la dernière opération où les agents du *Ministère de la Culture* participent massivement à la direction des fouilles. Ultérieurement, ils n'interviennent plus que ponctuellement. Plus les années passent et plus ces interventions se raréfient. La mise en place de la nouvelle loi sur l'archéologie préventive, en 2002, les écarte définitivement des sondages/diagnostics qu'ils réalisaient encore de temps à autre. C'est là aussi une particularité de la Picardie : un très fort investissement des archéologues du *Ministère de la Culture* dans l'archéologie préventive avec, pour corollaire, un retrait de l'activité de terrain, y compris des fouilles programmées. Mais il convient de souligner que cette implication dans l'archéologie préventive ne se traduit pas par la seule instruction des autorisations d'aménagement, mais par une participation active dans la gestion scientifique des opérations de terrain. En effet, jusqu'à 2002, les moyens et la mise en place des interventions préventives étaient décidés et négociés par les SRA. Et le contrôle scientifique, qui continue d'être une mission fondamentale de ces services, était, et reste, une tâche consommatrice de temps, en particulier en Picardie, où il est exercé avec beaucoup d'assiduité.

Les activités de terrain liées à l'archéologie préventive ont été progressivement transférées vers l'AFAN. En effet, si les collectivités continuent d'accompagner le développement de l'archéologie préventive, surtout dans les années 1985-1990, avec la création de services archéologiques municipaux à Noyon (1985 : Marc Talon, puis Bruno Desachy, de 1989 à 1997, Marie-Christine Lacroix, de 1997 à 2005, Hélène Dulauroy, depuis), Château-Thierry (1986 : François et Véronique Blary), Laon (1991 :

Jean-Pierre Jorrand) et le renforcement de celui de Beauvais (recrutement de Jean-Marc Fémolant en 1991), l'essentiel est pris en charge par l'AFAN. Cette association voit ses effectifs augmenter sensiblement, suivant le développement de cette nouvelle activité liée étroitement à l'aménagement du territoire. Progressivement, l'archéologie française comble le retard par rapport à ses voisins européens, en ce domaine. À partir de 1992, l'AFAN commence à se structurer. Pour gérer des opérations de plus en plus nombreuses cinq antennes interrégionales sont créées en 1993. La Picardie dépend de l'antenne Centre-Nord, qui coïncide avec la zone de compétence de la *Commission interrégionale de la recherche archéologique* (CIRA) Centre-Nord (les CIRA sont des commissions consultatives en matière d'archéologie, organisées par le décret n° 94-423 du 27 mai 1994), à savoir les régions Centre, Île-de-France, Picardie et Nord-Pas-de-Calais. En 1996, le développement de l'activité préventive dans ces régions parmi les plus dynamiques de France, conduit à scinder l'antenne Centre-Nord en deux, avec la création de l'antenne Nord-Picardie, dirigée par Marc Talon. La nouvelle structure, couvrant les Régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais, est installée à Amiens, avec les moyens humains et matériels qui étaient déjà affectés sur ce territoire. Si, dès 1992, quelques salariés avaient pu être titularisés par voies prud'homales, il faut attendre 1994 pour voir – enfin – l'AFAN être autorisée par son ministère de tutelle, à embaucher ses premiers agents sous contrat à durée indéterminée (CDI). Ainsi, peu à peu, d'année en année, des permanents remplacent les salariés sous contrat à durée déterminée (CDD), embauchés opération par opération. Ce type de salariés reste cependant une variable d'ajustement et l'ensemble de l'activité continuant régulièrement d'augmenter, génère de nouvelles embauches permanentes pour atteindre, au niveau national, avant que l'AFAN ne soit transformée en établissement public en 2002, un effectif de 1291 agents. Avec la transformation de l'AFAN en établissement public, l'*Institut national de Recherches Archéologiques Préventives* (INRAP), le 11 février 2002, l'antenne Nord-Picardie devient une direction interrégionale, gardant le même périmètre et dotée de moyens similaires, cependant étoffés depuis en personnel administratif, afin de pouvoir gérer au mieux cette évolution dans le cadre de la nouvelle réglementation et de la comptabilité publique. En 2005, la direction Nord-Picardie dispose ainsi de 151 agents permanents dont 134 « opérationnels » et d'une vingtaine de collaborateurs réguliers employés sous contrat à durée déterminée. La création de l'INRAP a permis la mise en place de moyens complémentaires, d'une part pour soutenir des programmes de recherche et de publications où ses agents sont partie prenante et, d'autre part, mettre en œuvre une politique dynamique de

valorisation des résultats de l'archéologie préventive à l'intention du grand public.

Paradoxalement, si ces moyens nouveaux à partir des années 1990, ont consolidé et nettement enrichi les problématiques régionales déjà en place, elles ne les ont pas radicalement renouvelées. Expliquons-nous : l'attention des archéologues picards est restée centrée sur les thèmes forts des deux décennies antérieures, Paléolithique, Mésolithique, occupation du sol aux époques protohistorique et romaine et trois ou quatre villes. Dans ces domaines, la documentation s'est accrue, d'une manière extrêmement importante, ce qui a fait rebondir les problématiques. L'enrichissement sensible des corpus a fait découvrir la complexité des phénomènes à analyser, mettant à mal les modèles élaborés dans les décennies précédentes. Ces thèmes de recherche favorisés de l'archéologie picarde n'en n'ont eu que plus d'intérêt. Mais, parallèlement, s'est produite une sorte d'appauvrissement des thématiques. Cette professionnalisation a eu deux « effets pervers » : l'augmentation de l'exigence scientifique de la communauté archéologique nationale et celle, exponentielle, des coûts de l'archéologie préventive liée à la stabilisation des emplois. D'une part, les amateurs ont été « marginalisés » : les années 1990 ont vu la disparition progressive des chantiers conduits par ces derniers. Et même, certains professionnels, de l'Université et du CNRS, ont été découragés par la modestie des moyens disponibles pour les fouilles programmées, au regard de ceux mis en place pour les fouilles préventives. Certains ont même préféré s'investir dans l'archéologie préventive. C'est à ce moment que s'est opérée cette évolution vers une archéologie presque entièrement préventive, qui constitue l'une des spécificités de la recherche archéologique picarde actuelle. Il faut, à ce propos, préciser que les moyens octroyés aux fouilles programmées sont pratiquement reconduits sans augmentation sensible (si l'on tient compte de l'érosion monétaire) depuis une vingtaine d'années : ils ne tiennent pas compte du reste de l'activité archéologique et maintiennent un net déséquilibre entre la France méditerranéenne et le reste du pays. Ce déséquilibre entre fouille programmée et préventive, mentionné à plusieurs reprises dans les bilans et le débat de clôture, n'est donc pas un choix délibéré mais le résultat de décisions prises au niveau central. D'autre part, la croissance des coûts de l'archéologie préventive a mis hors de portée certaines catégories de sites, leur fouille devenant trop onéreuse. Des thématiques fortes dans les années 1970-1980 se sont ainsi étiolées : cimetières de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge, sanctuaires laténiens et antiques. Par ailleurs, même dans les thématiques qui restent à l'honneur, certains biais de la documentation sont graves : par exemple, il n'est plus possible, à l'heure actuelle, de

fouiller une *villa* romaine stratifiée. De même, les fouilles urbaines, qui ont connu un essor à Amiens (Palais des Sports, ZAC Cathédrale) et Beauvais, de 1985 à 1995, renouvelant complètement l'information sur l'habitat antique, se font de plus en plus rares, toujours pour des questions de coût.

La seule période où un renouvellement significatif, à partir de 1990, doit être signalé, est le Moyen Âge classique. Toutefois, il convient de relativiser cette observation. D'une part, la situation antérieure était médiocre. Les fouilles, peu nombreuses, se limitaient aux « monuments » : abbayes et autres établissements monastiques ou châteaux, comme l'abbaye cistercienne de Vauclair (Aisne), fouillée par le R.P. René Courtois de 1966 à 1985, celle, augustinienne, de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons, étudiée depuis 1982 par Sheila Bond (Université Brown, Providence, États-Unis) et Clark Maines (Université Wesleyan, Middletown, États-Unis) et le château de Château-Thierry, depuis 1986. L'arrivée à l'Université de Picardie Jules Verne de Philippe Racinet, en 1994, et l'ouverture d'un chantier école sur le château de Boves, en 1996, ont dynamisé considérablement les travaux sur la période médiévale. Il est certain que la nomination d'un conservateur régional spécialiste de cette période, Jean-Olivier Guilhot (1996-2002) a aussi joué un rôle positif. Mais le bilan *Campagnes médiévales* permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir, pour rattraper le retard régional.

DES BILANS « GLOBALEMENT POSITIFS »

DES BILANS CONÇUS DE FAÇON DIFFÉRENTE

Le résultat de cette entreprise commencée en 2004 est à la hauteur des ambitions affichées au départ. Il les dépasse même puisque la « commande » envisageait des rapports de 15 à 20 pages hors illustrations : les sept contributions chronothématiques comptent chacune de 20 à 45 pages. Ces rapports présentent des synthèses développées qui respectent à peu près la forme envisagée. Rappelons que, dans un premier temps, le *Comité de pilotage* avait préconisé une approche quantitative fondée sur l'analyse d'un corpus de sites fouillés. La majorité des participants s'était alors élevée contre cette idée : la constitution d'un corpus paraissait difficile à réaliser dans les délais impartis. Pour cette raison, une autre démarche avait été retenue : une approche qualitative illustrée par des exemples représentatifs. En définitive, les deux démarches sont représentées, avec des variantes. Les rapports souffrent donc d'une certaine hétérogénéité, ce qui n'a rien pour surprendre, compte tenu de la nature de l'exercice.

Cela s'explique avant tout, par les investissements de temps, qui ont différé de manière

significative (cf. le texte sur l'élaboration des bilans) selon les groupes de travail: jusqu'à six mois consacrés à ce travail par un seul chercheur sur le bilan néolithique, alors que pour d'autres groupes, les rapporteurs n'ont disposé au total que d'une quarantaine de jours. Ces disparités apparaissent, de façon plus ou moins flagrantes, selon l'état d'avancement des inventaires, recherches et réflexions existant préalablement. Il est certain que les groupes *Préhistoire ancienne*, *Protohistoire ancienne* et *Protohistoire récente* ont bénéficié des travaux réalisés dans le cadre de l'*action collective de recherche (ACR) 15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*. Le Néolithique a pu s'appuyer sur l'ACR consacrée au Rubané de la vallée de l'Aisne et au programme collectif de recherche (PCR) du *Néolithique récent à l'âge du Bronze ancien en Centre Nord de la France*. La table-ronde sur l'âge du Bronze, organisée à Lille en 2000, récemment publiée (2005), fournissait une base précieuse pour la Protohistoire ancienne. La Protohistoire récente disposait des résultats du PCR sur la *céramique du second âge du Fer en Gaule Belgique (1999-2001)* et d'une base documentaire importante, les CAG de l'Oise (1995) et de l'Aisne (2002). De plus, plusieurs participants avaient déjà réuni de la documentation et développé une réflexion dans le cadre de thèses récentes (Jean-Pierre Fagnart, Thierry Ducrocq, Jean-Luc Loch, François Malrain). Si les données étaient déjà largement compilées pour les *Campagnes antiques*, grâce aux inventaires des CAG de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme (en cours de rédaction par Tahar Berredjeb), elles nécessitaient des mises à jour (la CAG de l'Oise date de 1995). Surtout, les travaux d'analyse restent peu nombreux et partiels: les colloques tenus à Bliesbrück en 1992, sur les agglomérations secondaires et à Amiens en 1993 (Ager) sur la romanisation des campagnes, fournissent, certes, d'utiles synthèses, mais sont déjà anciens. Les thèses de Sébastien Lepetz (1996), sur l'archéozoologie, et de Véronique Matterné (2001), sur la carpologie, le colloque Ager de Compiègne de 2002, sur *l'économie et l'artisanat des campagnes antiques*, comme ceux de la SFECAG (Lille: 2001) sur la céramique, éclairent des aspects bien spécifiques. Quant aux résultats des deux PCR respectivement consacrés aux villes et aux campagnes, ils sont en attente de publication. Si les données réunies sont à peu près complètes, les synthèses ne sont souvent qu'ébauchées. Enfin, pour les *Campagnes médiévales*, même si certains sujets avaient déjà fait l'objet d'analyses ponctuelles, il n'existait aucun recensement global pour le Moyen Âge classique et le bas Moyen Âge, ni de synthèse générale à l'échelle de la Picardie. La tâche à accomplir était donc d'une toute autre ampleur et il apparaît à la lecture du rapport qu'elle n'a été qu'esquissée. Ces différences dans la documentation et dans l'avance-

ment des réflexions, sont perceptibles à l'intérieur même des rapports, où tel département bénéficie d'un éclairage particulier (la Somme dans les *Campagnes antiques*), ou encore, tel thème est analysé de façon beaucoup plus complète qu'un autre (les sites ruraux agricoles dans la Protohistoire récente, qui bénéficient d'une approche beaucoup plus complète que les sanctuaires et les *oppida*).

Les rapports diffèrent aussi dans leur nature même, selon l'approche retenue au départ. Deux rapports (*Préhistoire ancienne, les villes*) présentent une analyse essentiellement « qualitative » illustrée par des exemples. Cependant, ils suivent deux démarches différentes. Pour la *Préhistoire ancienne*, l'accent a été mis sur l'état des connaissances. En revanche, pour les villes, il s'agit d'une réflexion essentiellement méthodologique. Les autres rapports s'appuient sur un recensement plus ou moins complet des fouilles récentes. Mais, seuls deux rapports (*Néolithique, Protohistoire récente*) étayaient leur développement par des analyses statistiques plus ou moins étoffées. Ces différentes approches avaient été envisagées, dans les séances de travail préparatoires, lors des discussions portant sur le contenu et la forme à donner aux bilans.

Les corpus sont eux-mêmes hétérogènes et leur utilisation varie. Pour la *Protohistoire ancienne*, l'inventaire des sites, présenté sous la forme d'un tableau légendant les cartes et détaillant les chiffres synthétisés, n'est pas précisément défini. Pour les autres rapports, il convient d'observer, tout d'abord, que ces inventaires ne couvrent pas le même champ chronologique: depuis le début des années 1960 pour le *Néolithique*, la *Protohistoire récente* et les *Campagnes antiques*, depuis les années 1970 pour les *Campagnes médiévales*. En réalité, pour les *Campagnes antiques*, le dépouillement n'est pas identique pour tous les départements: « exhaustif » depuis les années 1960 pour la Somme (2753 sites), limité aux sites « représentatifs » depuis 1984 pour l'Aisne (73 sites), depuis 1990 pour l'Oise (125 sites), avec des compléments pour certains thèmes (funéraire, religieux, agglomérations secondaires), qui échappent à une analyse statistique.

En second lieu, certains recensements (*Néolithique* et *Campagnes antiques*, pour la Somme) sont présentés comme « exhaustifs », c'est-à-dire qu'ils répertorient toutes les découvertes ayant trait au champ chronologique, quelle que soit leur importance. Les autres (*Protohistoire ancienne, Protohistoire récente, Campagnes antiques* pour l'Aisne et l'Oise, ainsi que *Campagnes médiévales*) se limitent aux sites « représentatifs » ayant livré des indices significatifs. Les corpus ont donc des ampleurs diverses: 300 occurrences pour le *Néolithique*, 511 pour la *Protohistoire ancien-*

ne, 392 pour la *Protohistoire récente*, environ 3000 pour les *Campagnes antiques* (données hétérogènes comme signalé plus haut), 507 pour les *Campagnes médiévales*.

Au passage, signalons que tous ces corpus ont pris la forme d'une base de donnée, plus ou moins documentée. Trois modèles de fiche ont été fournis dans la publication (*Néolithique, Protohistoire ancienne, Protohistoire récente*). Les bases de données constituées, ainsi que les bibliographies complètes, devaient être publiées sur un CDROM. Pour des raisons de coût et d'accès (certains groupes souhaitent le limiter), il est désormais envisagé de les mettre en ligne. Cette question fera l'objet de discussions ultérieures.

Les corpus ne sont pas tous utilisés pour des approches quantitatives et statistiques. Celles-ci sont abondantes pour le *Néolithique*. La *Protohistoire récente* présente aussi des analyses statistiques nombreuses. Il y en a quelques-unes pour la *Protohistoire ancienne* et les *Campagnes antiques*. Les *Campagnes médiévales* ne présentent aucune analyse de ce type. En définitive, seuls le *Néolithique* et la *Protohistoire récente* se fondent sur une analyse quantitative. Les autres rapports, qu'ils reposent ou non sur un corpus de sites, présentent plutôt une approche qualitative: l'exposé s'appuie sur la présentation de sites significatifs qui illustrent le propos.

LE DYNAMISME DE LA RECHERCHE EN PRÉHISTOIRE ANCIENNE

La Préhistoire couvre un champ chronologique très vaste, qui nécessite une spécialisation certaine. C'est ainsi, que le rapport a été divisé en quatre sous-chapitres, correspondant respectivement au Paléolithique inférieur, moyen et supérieur et au Mésolithique. Cette apparente division doit être relativisée, dans la mesure où tous ces spécialistes travaillent en commun au sein de l'UMR 8141, dans le cadre de l'*Université des Sciences et technologies de Lille* (Lille I), autour du professeur Alain Tuffreau. Mais elle reflète tout de même une réalité prégnante. La lecture du texte permet d'apprécier l'état d'avancement des travaux sur les différentes périodes, et en particulier, leur maturité, qui permet des synthèses d'ampleur. Il ne fait guère de doute que, pour ces périodes, la recherche archéologique picarde est de très haut niveau. Nous avons vu que les fondations de la discipline s'ancrent dans le XIX^e siècle, mais il est certain que l'essentiel des progrès a été enregistré à partir des années 1970-1980. Depuis, ils se sont poursuivis. Une particularité de l'archéologie préhistorique régionale est de s'être investie très tôt dans l'archéologie préventive, ce qui est assez exceptionnel à l'échelle nationale. Deux des rapporteurs sont d'ailleurs salariés de l'INRAP.

Dans leurs exposés, ils s'attachent à expliquer quelles ont été les modalités d'adaptation de leur discipline à ce contexte préventif, car les protocoles ne pouvaient être exactement identiques à ceux mis en œuvre dans les fouilles programmées. Ils démontrent la complémentarité des deux approches croisées. De ce point de vue, l'expérience picarde revêt une importance nationale. Ces travaux ont donné régulièrement lieu à des publications nombreuses et des thèses. Là encore, la Préhistoire ancienne est exemplaire dans la région.

NÉOLITHIQUE ET PROTOHISTOIRE, PÉRIODES PRIVILÉGIÉES DE L'ARCHÉOLOGIE RÉGIONALE

Les exposés traitant du Néolithique et de la Protohistoire ancienne et récente, sont assez proches sur le constat qu'ils tirent de l'exercice imposé de ces bilans, même si les moyens utilisés sont différents. Il repose sur plusieurs raisons qui participent à cet air de famille dont les principales sont la formation des acteurs (Université de Paris I), leurs liens, les méthodes utilisées et les terrains dans lesquels ils interviennent ou sont intervenus. Alors que les investigations menées dans la Somme apportent une contribution majeure pour la Préhistoire, pour le Néolithique, les premiers progrès ont été réalisés grâce aux grands décapages dans les carrières de l'Aisne et de l'Oise, très liés à l'archéologie préventive.

Les programmes conduits par l'équipe de l'URA 12 (devenue partie prenante de l'UMR 7041) sur la vallée de l'Aisne et le CRAVO sur la vallée de l'Oise, portaient chaque année, jusqu'en 2001, sur une centaine d'hectares; ils ont permis le traitement de très grandes surfaces et l'élaboration de méthodologies liées à l'étude spatiale des nombreux sites mis au jour. La lecture aisée des structures creusées dans le sable ou le gravier facilite le travail et la présence, en fond de vallée, de la nappe phréatique permet ponctuellement la découverte de vestiges en bois et de macro-restes végétaux propices aux études paléoenvironnementales. Les présentations de l'expérience des programmes en carrières, faites dans les exposés, permettent de comprendre le regret manifesté par nos collègues, devant l'évolution actuelle de l'archéologie préventive qui a conduit à un abandon des conventions annuelles et des programmes associés, à la fin des décapages exhaustifs et au tarissement de la relève générée par ces chantiers.

Le développement de l'archéologie préventive a permis l'exploration d'autres types de paysage: les recherches entreprises sur les tracés linéaires, les aménagements de ZAC et de lotissement ont permis d'accéder aux plateaux, zones peu documentées jusqu'alors. La mise en place d'une

politique volontariste d'évaluation systématique des indices tenus dans le cadre des travaux archéologiques menés sur le tracé de l'autoroute A29 a démontré, pour la Protohistoire ancienne, l'intérêt de la démarche. L'extension de carrières sur des bancs recouverts de dépôts stratigraphiques tardiglaciaires et holocènes a été propice à la découverte de niveaux de sols conservés. L'évaluation puis la fouille de ces nouveaux types de gisement ont entraîné la mise au point de nouvelles méthodes d'intervention utilisant les sondages profonds, souvent en milieu humide, et les compétences croisées de collègues paléo-environmentalistes. L'apport de ces études rassemblées avec celles effectuées sur des transects réalisées sur la vallée de l'Oise et ses affluents, a permis à Jean-François Pastre et son équipe de proposer une restitution de l'évolution de l'environnement du Tardiglaciaire à nos jours. L'autre intérêt méthodologique de ces découvertes de sols conservés a été l'élaboration de techniques rapides de fouille par échantillonnage mises au point, notamment par Frédéric Prodéo, en adaptant les méthodes utilisées sur la fouille néolithique programmée de Pierre Pétrequin à Chalains dans le Jura.

Autre domaine méthodologique qui illustre le passage du programmé au préventif, celui des fouilles des sépultures collectives. Les travaux de Claude Masset et Jean Leclerc en Picardie ont apporté une contribution non négligeable à la mise au point de méthodes appropriées, qui ont fait école nationalement et internationalement. Ces archéologues surent également adapter ces techniques au préventif, à l'occasion des fouilles en carrière des sépultures de Bazoches, Juvincourt-et-Damary (Aisne) et de La Croix-Saint-Ouen (Oise), mais également dans des cadres très contraignants comme celui de l'autoroute A16, à Saint-Sauveur (Somme). Cependant, l'absence de toute publication monographique, tant pour les sites fouillés dans le cadre préventif que pour leurs modèles « programmés », a conduit la communauté scientifique à privilégier, désormais et systématiquement, la protection des nouveaux monuments découverts.

Pour l'âge du Bronze, si la documentation était relativement abondante, avec les découvertes d'objets en bronze, les fouilles programmées sur des sites fortifiés et des centaines d'enclos circulaires repérés en prospection aérienne, elle ne concernait pas l'élément de base, la ferme dans laquelle vivait l'essentiel de la population à cette période. L'archéologie préventive a permis de mettre en évidence les vestiges de ces modestes établissements et de leurs cimetières constitués de quelques indices tenus peu spectaculaires. Découverts initialement dans les carrières, ils ont été détectés

depuis dans d'autres contextes, avec difficulté, car les seuils d'échantillonnage des diagnostics (10 %) ne sont pas favorables à leur repérage. Une attention particulière et l'ouverture de fenêtres ont permis de mieux documenter ces occupations fugitives. Pour la fin de l'âge du Bronze, les observations récentes ont mis en évidence l'existence de concentrations d'habitat plus importantes, témoignant de premiers villages autres que les sites fortifiés identifiés jusqu'ici.

Les indices du premier âge du Fer et du début du second nécessitent une attention particulière, car ils sont aussi difficiles à mettre en évidence que ceux de la période précédente. Cependant, des progrès conséquents ont aussi été réalisés ces dernières années. En revanche, la fin de la période est abondamment documentée, grâce à la fouille de nombreux sites. Ils sont d'autant plus faciles à détecter, qu'il s'agit, le plus souvent, de fermes encloses de fossés, souvent associées à des parcelles. Ces éléments fossoyés sont aisément repérables avec les méthodes de diagnostic actuelles. Cette masse d'informations a permis l'élaboration de plusieurs thèses traitant des paysans gaulois, portant la région à la pointe de la recherche dans ce domaine.

Ces travaux sont dynamisés dans le cadre des différents thèmes de recherche de l'UMR 7041 ArScAn Protohistoire à laquelle la plupart des acteurs travaillant sur l'Aisne et l'Oise sont rattachés. La création récente d'une nouvelle équipe de Protohistoire au sein de la jeune UMR 8142 HALMA devrait permettre de compléter cette dynamique pour l'ouest de la région (littoral) et le Nord de la France.

LES CAMPAGNES ANTIQUES

Le rapport sur les campagnes antiques montre à la fois la richesse de la documentation archéologique accumulée ces dernières années, un certain déséquilibre dans les thématiques explorées et des lacunes au niveau des travaux de synthèse. Les travaux de Roger Agache ont eu une influence déterminante: ils ont révélé, à la fois, la densité de l'occupation des campagnes antiques dans le Bassin de la Somme et permis de la caractériser. La bibliographie sur les travaux consacrés aux établissements ruraux antiques, à partir des années 1960, permet de mesurer l'impact international de ces découvertes. Évidemment, les archéologues antiquisants de la Région furent saisis du désir d'explorer ce monde nouveau. Dès 1964, Ernest Will encouragea les initiatives dans ce sens: une dizaine de nouvelles fouilles programmées furent ouvertes. Compte tenu des moyens modestes alors disponibles, qui ne permettaient que des sondages, il faut reconnaître que les résultats furent un peu

décevants. De telle sorte, que, bientôt, se développa l'idée que les fouilles sur les *villae* n'avaient qu'un intérêt limité: elles n'apportaient pas « grand chose » par rapport aux prospections aériennes, qui suffisaient à documenter ce type d'occupation. Dans les années 1970-1980, à l'instigation du *Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique*, les chantiers de fouille programmée sur les *villae* furent fermés, les uns après les autres, dans la France entière.

Dans ce contexte peu propice, l'étude de la *villa* de Famechon (Somme), à partir de 1972, occupe une place pionnière: c'était une fouille de sauvetage programmée liée à l'exploitation de matériaux alluvionnaires, et une vaste surface put être étudiée, incluant notamment les bâtiments de la partie économique de l'établissement. Les grands décapages entrepris vers le même temps dans les plaines alluviales attirèrent l'attention des archéologues antiquisants sur des types de structures quelque peu négligés jusqu'alors: trous de poteau, fossés et autres structures en creux. Dans cette prise de conscience, il faut souligner l'influence de l'archéologie britannique: la fouille de Beaurieux, dans la vallée de l'Aisne, menée de 1983 à 1987, par Colin Haselgrove (Université de Durham), dont l'un des objectifs principaux était d'étudier les manifestations de la romanisation, apporta une démonstration convaincante de l'intérêt de ce type de vestige, confirmée par la fouille de Verneuil-en-Halatte (Oise), réalisée de 1985 à 1990. À partir de cette période, les fouilles s'attachèrent à l'examen attentif de ces traces.

Par ailleurs, les grands décapages des vallées alluvionnaires fournissaient aussi des informations sur les parcelles, apportant des éléments de discussion dans une problématique très à la mode: les traces de centuriation. L'archéologie picarde était désormais préparée méthodologiquement pour tirer profit de l'archéologie préventive qui se mettait en place dans les années 1990. La présence de plusieurs antiquisants au sein du SRA impulsa une dynamique forte à la recherche sur les établissements agricoles antiques. Le rapport montre bien son ampleur: plusieurs centaines de sites ont fait l'objet d'investigations. Mais cette masse doit être relativisée, car la majorité des sites ont été explorés sur des surfaces réduites, notamment dans le cadre des opérations réalisées sur les tracés linéaires. Ces recherches ont livré une multitude d'informations, et mis en évidence le caractère trop réducteur des premières conclusions. Le rapport est assez explicite de ce point de vue: il recense la diversité observée, mais se garde de proposer de nouveaux modèles. Il met en avant la nécessité de travailler davantage sur l'analyse des sites. Il dénonce aussi le retard en matière de publication, qui n'est pas propre à cette

thématique, mais qui est particulièrement important. Dans ce contexte, l'intérêt de travaux collectifs, comme le PCR sur les *Campagnes antiques du Nord de la France*, animé par Jean-Luc Collart, de 1999 à 2001 (qui se traduira bientôt par une série de publications), l'ACR sur *15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*, cordonnée par Didier Bayard et l'atelier sur les campagnes antiques du Nord-Ouest de la Gaule, organisé par Pascal Quérel et Wim De Clercq, qui vient de se mettre en place dans le cadre de l'UMR 8142- Halma, revêtent une importance primordiale.

Nous avons insisté longuement sur cette hématique particulière car elle a concentré l'essentiel de l'activité archéologique sur les campagnes antiques. Le bilan dans le domaine funéraire est fort modeste: depuis les années 1980, il n'y a eu que peu d'investigations, non par désintérêt, mais parce que les opportunités ont été rares. En revanche, l'économie en milieu rural a bénéficié de travaux fondamentaux sur les orientations de l'élevage (thèse de Sébastien Lepetz, 1996) et de l'agriculture (thèse de Véronique Mattered, 2001, fondée sur les analyses carpologiques). Cependant, d'autres thématiques n'ont été que ponctuellement abordées, comme les productions artisanales. Les habitats groupés et agglomérations ont été un peu délaissés, même si plusieurs fouilles significatives ont été réalisées, comme en témoignent certaines synthèses. Il est assez révélateur qu'il n'existe pas de programme d'étude sur ce sujet, alors qu'ils sont assez nombreux en France. Enfin, l'autre thématique forte de la région en matière d'archéologie rurale antique, l'étude des sanctuaires, très dynamique dans les années 1980-1990, avec de multiples fouilles, au premier rang desquelles se place Ribemont, s'est un peu essoufflée. Les auteurs du rapport soulignent avec raison, que c'est le signe des difficultés rencontrées par les fouilles programmées. En effet, cette problématique échappe largement au cadre préventif. Et il convient de prêter une attention particulière à cet aspect: en Picardie, l'archéologie des campagnes antiques ne repose plus que sur l'archéologie préventive. C'est là un grave déséquilibre sur lequel il convient de réfléchir.

BILAN CAMPAGNES MÉDIÉVALES

Le rapport sur les campagnes médiévales met en lumière la principale lacune de l'archéologie picarde: le Moyen Âge est manifestement le parent pauvre de la recherche régionale. Malgré quelques opérations exemplaires et un potentiel scientifique considérable, le bilan de la recherche archéologique sur le Moyen Âge n'est pas flatteur. Le haut Moyen Âge a bénéficié jusqu'aux années 1990 d'un investis-

sement important, d'abord consacré exclusivement aux cimetières mérovingiens, puis, en partie, aux habitats de cette époque. En dépit des nombreux travaux de qualité menés en collaboration avec de multiples institutions, les acquis considérables de ces recherches sont méconnus des archéologues régionaux. La raison ne tient pas tant au manque de publications, qui ne sont pas moins nombreuses que dans les autres domaines, mais à un changement de génération. Il est vrai que la publication des cimetières exemplaires de Vron et Bulles est différée depuis plus de quinze ans. Mais les données de la nécropole de Nouvion-en-Ponthieu ont été publiées dès 1985, et avec elles celles d'une dizaine d'autres cimetières. Il est remarquable, cependant, que la quasi-totalité de ces fouilles était assurée par des archéologues amateurs, parfois assistés de membres d'institutions qui ne participent plus aux travaux de terrain (SRA, MAN). La « culture » de cette génération de chercheurs ne s'est pratiquement pas transmise à la génération issue des grands travaux qui constitue la plus grande part des acteurs de l'archéologie préventive régionale, aujourd'hui. Les recherches sur l'habitat du haut Moyen Âge sont issues de la même dynamique. Là encore, le problème des publications est présent, mais n'est pas l'unique cause des difficultés actuelles. Ce pan de la recherche régionale, fort actif dans les années 1970 et 1980, n'a pas profité du décollage de l'archéologie préventive des années 1985-1995. Malgré les nombreuses découvertes et quelques fouilles remarquables comme celle de Saleux, ces interventions n'ont pas généré de dynamique nouvelle. La raison principale tient sans doute au fait que la plupart des opérations ont été menées principalement par des archéologues spécialistes d'autres périodes (de l'Antiquité surtout, mais aussi de la Protohistoire), ou originaires d'autres régions, sans accompagnement par des structures scientifiques régionales.

Le constat pour la seconde partie du Moyen Âge est assez comparable : des recherches programmées actives centrées principalement sur les établissements religieux jusqu'aux années 1990, puis un effacement progressif. La géographie humaine de la région, fondée sur l'habitat groupé depuis la fin du haut Moyen Âge, a limité le nombre de découvertes faites dans le cadre des grands travaux d'infrastructure de transport, ce qui explique l'absence de sites emblématiques médiévaux fouillés dans le cadre préventif, hormis la maison forte de "La Cologne" à Hargicourt (Bayard 1983), et plus récemment la ferme monastique de "La Cense", à Essômes-sur-Marne, près de Château-Thierry (fouille Blary). Les seules fouilles de villages médiévaux sont liées au développement des habitats péri-urbains du Sud de l'Oise. Toutefois, les perspectives pour les années à venir sont peut-être un peu meilleures que pour le haut Moyen Âge, grâce à la présence et à

l'enracinement de deux pôles scientifiques à Amiens (*Laboratoire d'archéologie médiévale de l'université de Picardie Jules Verne*) et à Château-Thierry (service archéologique municipal).

Le bilan sur les campagnes médiévales est le reflet de cette situation complexe et indécise de la recherche picarde. Le choix des auteurs s'est fondé, comme pour les autres bilans, sur leurs compétences scientifiques et le cadre institutionnel. Le texte reflète, dans son hétérogénéité, les difficultés pour établir ou maintenir des liens entre les acteurs et entre les générations. Le constat qu'il est possible de porter sur l'archéologie médiévale illustre le plus grand risque des années présentes, celui de ne pas pouvoir transmettre aux générations qui viennent le résultat des travaux effectués ces vingt ou trente dernières années, et d'en oublier jusqu'à l'existence.

LES VILLES

L'exposé sur l'archéologie urbaine est décalé par rapport à la commande. Face à la difficulté de faire, dans le court délai imparti, un bilan analytique fondé sur un corpus, les auteurs ont choisi d'axer leur contribution sur la méthodologie. Pour ceux qui regretteraient ce parti pris, il faut signaler la publication prochaine du colloque de Lille tenu en 2002 et consacré à un bilan de vingt ans d'archéologie des villes romaines du Nord de la Gaule. Cette contribution est certainement celle qui aborde le mieux le problème du choix en archéologie préventive, avec toutes ses conséquences. Il insiste, en particulier, sur l'évolution négative des effectifs, avec le non remplacement de collègues partis ailleurs ou affectés à d'autres missions, à la fois au sein de l'INRAP et des collectivités (comme à Amiens et Soissons). Il faut souligner, à ce titre, l'heureuse initiative de la ville de Noyon (15000 habitants) qui vient de remplacer son archéologue, après le départ de la titulaire précédente. La baisse du nombre des fouilles urbaines (liée à l'augmentation exponentielle de leur coût) a provoqué une perte de compétence à l'INRAP, car le nombre des responsables d'opérations, qui n'était déjà pas élevé (quatre), a chuté de moitié. Les rapporteurs insistent sur l'importance particulière des services de collectivité qui leur semblent être les plus adaptés pour assurer le suivi de fond indispensable à une véritable « archéologie urbaine », différente d'une « archéologie dans la ville ». Compte tenu de ces moyens réduits, ils proposent de concentrer les recherches dans les quelques villes qui bénéficient d'un suivi sérieux. Propos volontairement « corrosifs » qui ont le mérite d'ouvrir un débat qu'ils se proposent de poursuivre dans le cadre d'un séminaire de l'Université de Picardie. Au passage, nos collègues regrettent l'abandon de la nomination par le préfet, des « correspondants des

Antiquités », qui traduit l'effacement du milieu bénévole, qui constituait pourtant une force d'alerte et de pression citoyenne.

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ARCHÉOLOGIE PICARDE ?

Le débat qui a clos ces journées a été très intéressant. Il est parti dans plusieurs directions que nous allons essayer de résumer, en l'enrichissant des interrogations qui reviennent assez régulièrement dans les différentes contributions.

RÉFLÉCHIR SUR LES MÉTHODOLOGIES

Cette question n'est pas celle qui a soulevé le plus de discussion. Néanmoins, elle est abordée dans plusieurs bilans. Les interrogations et remarques portent principalement sur le diagnostic : comment détecter et caractériser les sites, dans le cadre de l'archéologie préventive telle qu'elle est organisée ? C'est effectivement une activité primordiale, puisque les vestiges de certaines périodes sont difficiles à mettre en évidence et que certains suggèrent que les pratiques actuelles devraient être améliorées. Depuis nos journées, ces questions ont d'ailleurs donné lieu à un séminaire organisé par SDARCHETIS au Mont-Beuvray à l'automne 2005.

La notion de site diffère selon la période considérée. Ainsi, pour le Paléolithique moyen, quelques silex épars, peu structurés, doivent attirer la plus grande attention, car, recalés en chronostratigraphie, ils sont susceptibles de permettre d'identifier une occupation. En revanche, pour le Mésolithique, la densité des vestiges correspond en général à une accumulation et superposition de sites, palimpseste dont l'intérêt est moindre. La mise au point, dans le cadre de l'archéologie préventive, de techniques particulières de détection, puis d'évaluation des sites préhistoriques utilisant les sondages profonds dans les loess et les milieux humides, a permis de documenter de façon importante, les périodes du Paléolithique moyen et Mésolithique (la recherche sur les autres périodes de la Préhistoire ancienne repose essentiellement sur des fouilles programmées pluriannuelles). La multiplication des interventions, ces dernières années, rend compte du positionnement et des modalités de conservation des sites ; c'est le cas, par exemple, pour les sites du Paléolithique moyen dans les loess et des sites mésolithiques dans la vallée de la Somme. Mais la détection et l'identification des sites requièrent une bonne connaissance par le responsable de diagnostic du matériel et des contextes environnementaux concernés, évidence qui concerne en principe toutes les périodes mais qui est particulièrement soulignée dans les exposés portant sur la Préhistoire. Si les paléolithiciens redoutent

la réalisation d'évaluations trop destructrices sur leurs sites matérialisés par des indices tenus, les mésolithiciens regrettent, au contraire, la disparition de la phase d'évaluation, phase technique et scientifique fort utile entre les sondages et les fouilles, permettant, notamment pour des périodes plus récentes de solder de petites interventions ne nécessitant que peu de moyens après que le décapage et le relevé des quelques vestiges aient été faits.

Les néolithiciens s'expriment également sur les méthodes de diagnostic, la formation des agents chargés de ceux-ci et regrettent l'abandon des décapages systématiques en carrière dès les phases de détection. Ils considèrent que la méthode d'échantillonnage par tranchée même en relevant à 15 % le taux d'ouverture (actuellement à 10 %), leur paraît inadaptée pour détecter et caractériser les occupations les plus légères qui forment la trame normale de l'habitat de ces époques. D'où la difficulté observée des prescriptions sur des indices ténus, qui conduisent à une perte d'information.

Les protohistoriens rejoignent ces critiques : la difficulté de caractérisation est évidente pour la Protohistoire ancienne, où les indices sont particulièrement modestes pour les habitats – ce qui les rend très fugaces – et les référentiels régionaux sont encore mal documentés : le moindre élément céramique qui soulève des interrogations devrait être présenté à un référent. De même, dans le domaine funéraire, pour l'âge du Bronze, notons la mise en évidence récente, essentiellement dans le cadre de l'archéologie préventive, de cimetières constitués de structures simples dépourvues de matériel et contenant quelques ossements humains incinérés. Ces découvertes coïncident – heureusement – avec la mise au point d'une nouvelle méthode de datation au laboratoire de Groningen utilisant le carbonate structural de la bioapatite des os permettant d'obtenir des ¹⁴C fiables sur les os incinérés. Ces deux apports récents ayant provoqué – pour l'instant – un vieillissement de ces types de tombes, la transition Bronze-Fer période bien documentée par ailleurs, se retrouve quasi dépourvue de toute tombe, relançant le problème récurrent du traitement des défunts et l'identification, puis l'interprétation, des traces qui pourraient être potentiellement déduites. Pour pallier ces difficultés, nos collègues proposent de réfléchir sur les moyens de créer des automatismes chez les responsables de diagnostic, ce qui nécessite une meilleure formation des intervenants, qui devraient avoir le réflexe d'interroger leurs collègues potentiellement compétents, d'ouvrir des fenêtres, sur et autour des indices et de vider systématiquement, avec des moyens mécaniques, les fossés réputés trop souvent stériles.

La question se pose avec moins d'acuité pour la Protohistoire récente et l'Antiquité, périodes où les vestiges d'habitat sont plus denses et bien souvent matérialisés par des limites fossoyées. De fait, l'abandon des grands décapages dans les carrières est perçu comme une régression méthodologique. Ils permettaient de mettre en évidence des structures discrètes, par exemple, des sépultures isolées, des petits aménagements et habitats intercalaires, voire des fermes très arasées, autant d'éléments qui participent à la compréhension de l'occupation du paysage et l'organisation des sociétés qui nous ont précédées.

Néolithiciens et protohistoriens, s'appuyant sur l'expérience des programmes territoriaux et pluriannuels en carrières, insistent sur la constitution d'échantillons archéologiques représentatifs et adaptés à la notion de réseaux sociaux étudiés sur de grands espaces tant en termes chronologiques et géographiques. Cela implique de travailler dès la phase diagnostic avec des gens formés à la reconnaissance des indices tant stratigraphiques que matériels les plus ténus, au niveau du site, de privilégier les grands décapages, au niveau territorial des fenêtres d'échantillonnage suffisamment grandes et, en terme de dynamique de recherche, une coordination de la documentation disponible et des forces en présence.

Comme le soulignent les rapporteurs de la *Protohistoire récente* et des *Campagnes antiques*, les données recueillies au cours des opérations préventives révèlent de nombreux sites modestes ou peu spectaculaires, qu'on pourrait qualifier « d'atypiques », car ils ne correspondent pas aux catégories d'occupation définies jusqu'à présent. Une réflexion est nécessaire pour « remettre à plat » les modèles interprétatifs, en réalisant une analyse plus poussée de la nature et de la fonction de ces occupations fugaces, afin de les prendre en compte dans les typologies.

PRÊTER PLUS D'ATTENTION AUX ÉTUDES SPÉCIALISÉES DANS LES OPÉRATIONS PROTOHISTORIQUES ET HISTORIQUES

L'analyse d'un gisement préhistorique ne se conçoit pas sans un cortège d'études spécialisées portant, en premier lieu, sur l'environnement naturel, et cela depuis longtemps. Ce type d'approche ne s'est généralisé que récemment pour les sites protohistoriques ou historiques. Les disciplines mises en œuvre sont généralement la palynologie (visant à reconstituer l'environnement végétal ancien par l'observation de pollen fossile), la carpologie (l'étude des macro-restes végétaux), l'anthracologie (analyse des charbons de bois). Plus rarement, en fonction des potentialités ou de la présence ou non de spécialistes, sont

effectuées des études malacologiques (fondées sur l'examen des mollusques), dendrochronologiques (méthode de datation à partir de l'analyse des cernes de croissance des arbres abattus). L'analyse des contextes sédimentaires est encore peu fréquente, en-dehors des sites préhistoriques et des approches diachroniques effectuées dans les vallées alluviales par Jean-François Pastre, en collaboration avec ses collègues du laboratoire de Meudon. Elle est plus fréquente depuis que l'INRAP Nord-Picardie dispose de deux géomorphologues, Sylvie Coutard et Laurent Deschodt, qui élargissent leur champ d'intervention à l'Holocène.

Un autre type d'études spécialisées s'est également développé, depuis trente ans, sur les sites protohistoriques et historiques, visant à apporter des informations sur l'économie du site et les pratiques artisanales ou comportementales. Les sources principales sont fournies par les ossements animaux (plus rarement humains) et la céramique, qui constituent la quasi-totalité du mobilier recueilli en fouille. Bien d'autres disciplines concourent plus ou moins occasionnellement à ces approches (numismatique, industrie de l'os...).

Bien que la Picardie n'abrite pas de laboratoire consacré à la palynologie, elle a beaucoup contribué à son développement depuis les années 1960. Les premiers travaux ont porté sur les tourbières du Bassin de la Somme, puis de l'Aisne et de l'Oise. Les recherches sur les gisements préhistoriques de la Somme ont bénéficié de l'étroite collaboration entre le laboratoire de Louvain-la-Neuve, sous la direction d'André-Valentin Munaut et les archéologues. Un peu plus tard, dans les années 1970, Gérard Firmin, dans la vallée de l'Aisne, et dans les années 1980, A.-V. Munaut et Jean Heim (sur divers sites de la Région: Amiens, Famechon, Juvincourt-et-Damary, Ribemont-sur-Ancre), ont abordé l'étude des pollens conservés sur des sites protohistoriques et historiques. Depuis, les palynologues, principalement sous la direction de A.-V. Munaut, ont accompagné pratiquement tous les chantiers archéologiques importants de la région jusqu'au milieu des années 1990. Des milliers d'analyses ont été effectuées en une vingtaine d'années. Le décès du professeur Munaut nous a privé d'une publication d'ensemble des résultats, qui demeurent, pour l'essentiel, inédits. Il est à espérer qu'Ann Defgnée, nouvelle responsable du laboratoire, pourra prochainement publier cette documentation. De fait, les acquis de ces recherches n'ont pu être suffisamment discutés et intégrés dans les programmes de recherche actuels. Il en résulte aujourd'hui une situation indécise, globalement préjudiciable aux études paléoenvironnementales. L'un des objectifs de l'ACR *15 ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en*

Picardie auquel participe d'ailleurs le laboratoire de Louvain-la-Neuve, est de faire le bilan des travaux effectués durant les années 1986-1996 et d'en évaluer l'intérêt pour les archéologues. Aujourd'hui, quelques analyses sont réalisées, de temps à autre, par Muriel Boulen (INRAP) qui travaille principalement en Île-de-France. Le sud de la région a aussi bénéficié, au début des années 1990, de l'investissement de Chantal Leroyer (*Centre national de la Préhistoire* à Périgueux).

L'anthracologie qui devrait constituer un complément indispensable de la palynologie, n'a pas connu un développement aussi important. Des analyses ont été réalisées, depuis le TGV Nord, principalement sur les tracés linéaires, par Maria-Eugenia Solari et Jean-Marie Pernaud (thèse en 1997). Mais on est loin d'avoir un état des connaissances satisfaisant. Et le bilan de ces travaux reste à faire. Le recrutement récent par l'INRAP d'une anthracologue, Sylvie Coubray, chargée des régions Centre Nord, devrait redynamiser cette discipline.

Un domaine où la Picardie bénéficie de progrès significatifs est la carpologie. Le programme de la vallée de l'Aisne, par son importance scientifique, a suscité des vocations et surtout attiré des spécialistes étrangers, notamment néerlandais, pays où cette discipline connaissait un développement précoce. C'est ainsi que Corie C. Bakels, puis Jan-Peter Pals se sont investis en Picardie. En 1989-1990, Philippe Marival a réalisé plusieurs analyses (restées, pour la plupart, inédites). Le flambeau a ensuite été relevé, au milieu des années 1990, par Véronique Matteredne. Un véritable bond en avant a alors été observé, qui a abouti à la publication d'une thèse en 2001. Depuis, elle a suscité des vocations et le laboratoire, installé au CRAVO, est très dynamique. Mais, rançon du succès, l'aire géographique s'est étendue et, force est de constater un relatif déclin des études pour la Picardie, signalé, par exemple, par les rapporteurs du bilan *Campagnes antiques*.

Les apports de la dendrochronologie moins connus, sont pourtant spectaculaires comme a pu le montrer la thèse de Vincent Bernard (publiée en 1998), fondée en grande partie sur des données picardes, acquises dans les grands chantiers d'archéologie préventive, en ville (Amiens) ou dans les carrières et sur les grands tracés linéaires. Il faut citer également les travaux de Patrick Hoffsummer, Jean-Louis Taupin et Georges-Noël Lambert sur les charpentes des cathédrales d'Amiens et de Beauvais (voir récemment *Les Cahiers du Patrimoine* n° 62, 2002). Mais le développement de cette discipline reste étroitement soumis aux aléas des découvertes. En ce qui concerne la xylologie, le constat est similaire (quelques études réalisées par Anne Dietrich).

La Picardie a été à la pointe des études dans un tout autre domaine, celui de l'archéozoologie, notamment grâce à Patrice Méniel, qui a su susciter autour de lui, dans le cadre du *Laboratoire d'archéozoologie du CRAVO* à Compiègne, les vocations de plusieurs chercheurs, qui se sont spécialisés dans les périodes néolithique (Rose-Marie Arbogast), antique (Sébastien Lepetz) et médiévale (Jean-Hervé Yvinez, Benoît Clavel). Il faut encore y ajouter les spécialistes de la vallée de l'Aisne, Lamys Hachem (Néolithique) et Ginette Auxiette (Protohistoire). Aucune autre région française n'a bénéficié d'une pareille concentration d'archéozoologues, rattachés au CNRS ou à l'INRAP. Ils ont largement publié leurs travaux, qui sont, de ce fait, incontournables. Ces chercheurs restent très impliqués dans la recherche régionale, comme le montre leur participation à la rédaction des bilans. Mais, succès oblige, ils ont été sollicités dans d'autres régions et il faut signaler une sorte de « fuite des cerveaux ». Certes, le bilan est encore très positif, et largement, mais l'évolution observée est préoccupante; elle met en lumière une moindre convergence des intérêts et objectifs respectifs des archéologues généralistes régionaux et des spécialistes. De fait, les études de faune sont de plus en plus rares. Cela tient, pour une bonne part, à l'accroissement du degré d'exigence des spécialistes. Comme pour le reste de l'activité archéologique, il y eut un temps où tout ensemble osseux semblait intéressant. C'était l'époque de l'accumulation des données de base. Désormais, seuls les assemblages étoffés semblent dignes d'une analyse poussée. Or, les fouilles préventives en milieu rural ne sont pas généreuses de ce point de vue. Il faut s'interroger, d'ailleurs, sur la nécessité d'accumuler ces études analytiques qui apportent peu d'informations nouvelles sur l'économie rurale. Les responsables d'opération sont généralement demandeurs d'études archéozoologiques pour documenter leur site, mais pour quel profit? Un autre facteur de ce déclin est le changement de contexte géologique des terrains fouillés: les plateaux loessiques, peu propices à la conservation des os, se sont substitués en grande partie aux substrats plus favorables rencontrés dans les carrières. Et comme les fouilles en milieu urbain se raréfient, les études archéozoologiques aussi. Il reste des ensembles anciens inexploités, leur détection est l'un des objectifs de l'ACR *Inventaire, premiers traitements et mise à disposition des données archéozoologiques holocènes du tiers nord de la France* coordonné par Jean-Denis Vigne. Mais où trouver les moyens financiers nécessaires? Quoi qu'il en soit, cette évolution demande à être analysée plus en détail.

L'importance des études d'ossements animaux dans cette région, contraste avec le constat que l'on peut dresser sur celles des ossements humains. L'anthropologie n'est pas particulièrement à

l'honneur en Picardie. Mais le tableau doit être nuancé selon les périodes. Des travaux déjà anciens, mais de grande qualité, ont été menés sur les sépultures collectives (sous la direction de Claude Masset et Jean Leclerc). Ils se poursuivent, par exemple dans le cadre de la fouille programmée de Bury, étudiée sous la direction de Philippe Chambon et Laure Salanova. Pour la Protohistoire, en grande partie documentée par des restes d'ossements incinérés, la problématique et la méthodologie autour ce type d'étude sont très récentes et ont été adaptées à l'archéologie préventive dans notre région. Isabelle Le Goff, principalement, a su organiser et dynamiser collègues et collaborateurs, pour développer l'approche anthropologique sur le terrain. Si une partie des travaux concernant la Protohistoire ancienne a pu faire l'objet d'une thèse et de diverses publications, il reste à compléter, diffuser et publier les résultats concernant les centaines de sépultures de la Protohistoire récente. Pour les sépultures à inhumation, Estelle Pinard a pu fouiller et étudier les rares nécropoles de La Tène ancienne de la vallée de l'Oise. Il resterait à reprendre et compléter avec les découvertes récentes, celles de la vallée de l'Aisne, pour poursuivre la dynamique amorcée dans le cadre de la monographie, en cours de publication, consacrée à la nécropole La Tène ancienne de Bucy-le-Long. Enfin signalons tout le travail qui a été fait autour du sanctuaire gaulois de Ribemont-sur-Ancre, et de ses amoncellements de guerriers gaulois par Henri Duday et son équipe (thèse de Sandrine Thiol, en 2002).

Pour l'Antiquité et le haut Moyen Âge, la même exigence est observée lors des fouilles, qui sont désormais réalisées par des archéologues spécialisés. En revanche, les études anthropologiques proprement dites, ne sont pas si nombreuses. Depuis, le début des années 1990, la plupart des articles portant sur des inhumations de la fin de l'Antiquité ou du haut Moyen Âge de la Région, ont été publiés par Joël Blondiaux (thèse en 1988 sur le cimetière de Vron, célèbre pour ses caractères germaniques, qui n'a malheureusement pas encore été publié). Pratiquement toutes les autres études ont été conduites, ou sont en cours, dans des laboratoires extérieurs à la Picardie (laboratoires de Caen pour le cimetière de Bulles, de Dijon pour celui de Saleux, de Valbonne pour Goude-lancourt-les-Pierrepont...). Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les fouilles de cimetières, notamment médiévaux, comme celui de la rue Caudron à Amiens (2001), ne donnent lieu à aucune étude anthropologique. Même s'il est possible de concevoir que la taille de la Région ne lui permet pas de se doter d'équipes de recherche dans tous les domaines, l'absence d'anthropologue pour les périodes historiques est un paramètre négatif qui pèse dans le choix des fouilles préventives à engager.

Il faut évoquer également un certain nombre d'études spécialisées plus spécifiques de certaines périodes comme celles des enduits peints ou les études céramologiques qui se sont distinguées ici d'une façon ou d'une autre. L'étude des peintures murales antiques a bénéficié en Picardie, de l'installation du *Centre d'étude des peintures murales antiques* (CEPMR) à Soissons en 1972. La présence de cette équipe composée de chercheurs du CNRS et associatifs, permet de solliciter assez facilement son expertise.

Les bilans *Campagnes antiques* et *Campagnes médiévales* attirent l'attention sur la rareté des études céramologiques. Certes, les situations ne sont pas similaires, loin s'en faut. Pour la période antique, il y a de bonnes fondations, en particulier à Amiens, avec les travaux depuis les années 1980, de Didier Bayard (SRA), Tahar Berredjeb (SRA), Stéphane Dubois (INRAP) et très récemment de Cyrille Chaidron (INRAP). Mais, en dehors du secteur de Senlis, étudiée depuis les années 1985, par Véronique Pissot (INRAP), le reste de la Région reste largement *terra incognita*. Des zones de production majeures, comme le Beauvaisis, le Noyonnais et le Vermandois, sont à peine documentées. Il y a, par conséquent, nécessité d'un investissement plus important, pour faire progresser nos connaissances, sur ce qui est, tout de même, le meilleur outil de datation pour les sites de cette période. Le constat est encore moins nuancé, pour la période médiévale et moderne. La céramique alto-médiévale n'est à peu près connue que dans la vallée de l'Aisne, grâce aux études de Didier Bayard et Sylvain Thouvenot (INRAP). Un autre éclairage est donné sur le Beauvaisis, pour les périodes ultérieures, par Jean Cartier. Ajoutons quelques spots ponctuels sur Noyon (Marie-Christine Lacroix), Château-Thierry (Véronique et François Blary) et Boves (Sandrine Mouny).

RENFORCER LES FOUILLES PROGRAMMÉES

Les préhistoriens ont soulevé cette question lors de la discussion qui clôturait les journées. La difficulté de poursuivre des fouilles programmées a été soulignée par tous. Or cette activité est fondamentale, en particulier pour la Préhistoire. Les évolutions récentes ne rendent pas optimistes de ce point de vue. Sans évoquer les difficultés conjoncturelles (du moins on l'espère) du financement des fouilles programmées en 2005 (avec des retards de paiement considérables), il faut noter, en premier lieu, que la Picardie n'a jamais fait partie des Régions privilégiées, qui sont situées principalement au sud de la Loire (là où se trouvent les chercheurs du CNRS et des universités); et que les moyens mis en place par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les fouilles programmées, sont reconduits en Picardie, sans

augmentation sensible, depuis une vingtaine d'années. Or, les besoins financiers ont augmenté, dans le même temps, de façon significative. La conséquence est une réduction, dans les faits, des capacités d'intervention, se traduisant, par exemple, par une moindre durée des campagnes de fouille. En outre, l'obtention de ces modestes financements nécessite un véritable « parcours du combattant », lié aux exigences croissantes de la comptabilité publique. Il est certain que ces évolutions n'encouragent pas, pour le moins, le développement des fouilles programmées. Ainsi, deux chantiers ont-ils été fermés (Verberie et Cagny "La Garenne") et n'ont été remplacés que par une seule opération nouvelle (Caours).

La situation n'est pas plus satisfaisante pour les autres périodes, même si elle n'a pas suscité de remarques aussi vigoureuses. Cela tient à la spécificité de l'archéologie régionale, déjà soulignée plus haut, où le Préventif tient, depuis longtemps, une place primordiale. Néanmoins, il est évident que certaines problématiques ne sont accessibles qu'au travers des fouilles programmées. Elles sont, à l'évidence, indispensables pour documenter des questions qui échappent au champ du Préventif, ou qui nécessitent une analyse progressive, que seule une fouille sur plusieurs années permet. Les tendances observées sur les vingt dernières années ne rendent guère optimistes.

UNE GÉNÉRATION VIEILLISSANTE : RENOUVELER LES EFFECTIFS

Dans la majorité des bilans qui abordent la question, les observations sur la pyramide des âges des intervenants en Picardie, concordent. La question du renouvellement des chercheurs a été très clairement posée par l'un d'entre nous (Alain Tuffreau) lors de la discussion finale. En effet, deux des principaux scientifiques impliqués dans la recherche sur la Préhistoire régionale interrompent leur activité d'ici quelques années, pour bénéficier d'une retraite bien méritée. La relève n'est pas évidente: peu de jeunes chercheurs sont intéressés par l'archéologie préhistorique de la France septentrionale (préférant les régions méditerranéennes ou les contrées lointaines). En outre, les formations universitaires actuelles (et les recrutements au CNRS) privilégient des spécialistes pointus, aux dépens de « généralistes » capables d'orchestrer une fouille. Or, une archéologie de la Préhistoire ancienne fondée sur la seule archéologie préventive ne paraît pas viable. D'une part, certains sites ne sont pas accessibles dans ce cadre. D'autre part, les moyens disponibles, quelle que soit leur ampleur, ne permettent pas un travail aussi méticuleux et réfléchi que les fouilles programmées. De plus, compte tenu des coûts croissants de l'archéologie préventive, il sera certainement de

plus en plus difficile de traiter, désormais des sites importants et complexes. On peut redouter que des solutions techniques soient de plus en plus souvent recherchées et mises en œuvre. Enfin, les chercheurs spécialistes de la Préhistoire ancienne dont l'INRAP dispose, sont peu nombreux (et la direction inter-régionale Nord-Picardie est exceptionnellement dotée de ce point de vue) et, le nombre de interventions allant en diminuant, on n'imagine pas un effort particulier de recrutement au sein de l'Institut, dans la conjoncture actuelle. Plusieurs intervenants se sont élevés contre cette analyse, jugée par trop pessimiste.

Cependant, les autres rapports qui ont abordé la question, souligne le déséquilibre de la pyramide des âges, particulièrement creuse en dessous de trente ans. Certes, la durée des études tend à s'allonger et pourrait expliquer une partie du phénomène mis en évidence. Cependant, il est clair que les différentes institutions impliquées dans l'archéologie ont ralenti nettement les recrutements. Il y a là une situation préoccupante, si elle devait se prolonger. En effet, il s'agit d'assurer la transmission générationnelle des savoirs et en même temps de renouveler la capacité opérationnelle des différents intervenants, notamment sur le terrain. Ces dernières années ont été marquées à l'INRAP, par l'émergence de maladies professionnelles qui frappent des agents impliqués dans une activité physique relativement dure, rendue plus pénible encore, lorsqu'elle s'exerce dans des conditions climatiques défavorables. Des réflexions ont été entreprises sur une mécanisation accrue du travail. Néanmoins, ces solutions ne peuvent suffire. D'une manière générale, les différents rapports concluent sur la nécessité de procéder à des recrutements plus réguliers et plus conséquents qu'à l'heure actuelle.

ÉTOFFER LA FORMATION UNIVERSITAIRE RÉGIONALE ?

L'offre en matière de formation universitaire pour l'archéologie est relativement diversifiée. On peut cependant regretter qu'elle impose aux étudiants originaires de la Picardie, l'obligation de quitter la Région s'ils veulent se spécialiser dans d'autres périodes que le Moyen Âge. D'un autre côté, le phénomène paraît inéluctable, dans le cadre des réformes en cours et à venir, du système universitaire français. Cette contrainte n'est pas un facteur favorable au développement local de la recherche archéologique régionale car la présence d'une université la dynamise, comme cela peut être observé pour la période médiévale.

L'Université de Picardie Jules Verne est de création récente (1968-1970). Malgré une croissance indéniable (elle compte aujourd'hui de 20 à 21 000 étudiants), elle n'a jamais atteint une taille critique

suffisante pour attirer la totalité des étudiants picards; une partie non négligeable d'entre eux, originaires des départements de l'Aisne et de l'Oise, se répartissent entre les universités parisiennes, de Lille et de Reims. L'archéologie y est enseignée depuis 1986 sous la forme de cours complémentaires, puis d'unités de valeur de spécialité intégrées dans le cursus des études d'histoire, depuis 1994. En dépit de l'absence d'un cursus qui lui soit entièrement dévolu, un laboratoire de recherche archéologique existe depuis les origines de l'université grâce à l'action de Jean-Louis Cadoux. On peut mettre à son actif la fouille, pendant près de 15 ans, du sanctuaire gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre (un temps chantier-école national agréé par le *Ministère de la Culture*), de la *villa* de Famechon, et la participation à plusieurs interventions archéologiques dans la Région. Ce laboratoire a fait découvrir l'archéologie à des centaines d'étudiants d'histoire et d'autres disciplines (de 10 à 15 étudiants participaient à chaque campagne) et a amené certains à en faire leur profession (plus d'une dizaine d'archéologues professionnels du Nord de la France en sont issus). Après une lacune d'une dizaine d'années, le laboratoire a pris un nouveau départ avec l'arrivée de Philippe Racinet en 1994. Sa réorientation médiévale, concrétisée principalement par la fouille du château de Boves, a permis une reconnaissance comme *Jeune Équipe* (1998) puis comme *Équipe d'Accueil* en 2000. Par ailleurs, le statut de *Site de Compétence du Conseil régional de Picardie*, lui confère depuis 1999 une allocation-recherche tri-annuelle et lui procure des revenus importants, facilitant les interventions sur des sites castraux et monastiques de la Région Picardie, en particulier Boves qui est fouillé depuis 1996.

En 1997, la création d'un poste de professeur d'Histoire et d'Archéologie médiévales a permis la mise en place d'une maîtrise adaptée; les thèses ont suivi. En 1999, un poste de maître de Conférences d'Histoire et d'Archéologie médiévales est venu renforcer les capacités pédagogiques. En 2000, la Faculté d'Histoire et de Géographie obtient du Ministère une Licence d'Histoire mention Archéologie. Avec la réforme LMD (2004), l'archéologie devient l'un des parcours du Premier Cycle et dispose de deux options dans le Master CITE, l'une en recherche et l'autre en voie professionnelle. L'enseignement conjoint des techniques de l'archéologie et de l'histoire permet de fournir des bases solides aux étudiants se destinant à une thèse d'archéologie et d'histoire médiévales. Dans ce cadre, l'*École doctorale en Sciences Humaines et Sociales* a réservé un module de 60 heures pour l'archéologie. À la rentrée 2006, un second poste de maître de Conférences d'Histoire et d'Archéologie médiévales viendra renforcer l'équipe.

Ce développement a été rendu possible grâce à une collaboration étroite avec le SRA, qui s'est encore accrue depuis 1996 avec l'organisation de séminaires communs d'archéologie médiévale autour de trois thèmes: « aristocratie et monachisme », « haut Moyen Âge » et « céramique ». En parallèle et sur le plan pratique, le site castral et prioral de Boves est devenu un chantier-école accueillant, chaque année, une vingtaine de stagiaires issus de la plupart des universités françaises. Au niveau scientifique, des liens privilégiés avec le *Laboratoire d'Histoire et d'Archéologie médiévales* du Mans (Annie Renoux) permettent de fructueux échanges entre les étudiants. D'autres partenariats scientifiques (Nancy II, Artois, Lille III, Reims...) vont également dans ce sens. Enfin, la dimension internationale (fouilles dans le Sinaï avec l'IFAO et en Sicile, avec la *Surintendance de l'Archéologie de Raguse*) offre la possibilité de former des étudiants aux techniques et aux approches de l'archéologie d'autres pays.

À l'*Université des Sciences et Technologies* de Lille (Lille I), un poste de professeur de préhistoire (20e section du conseil national des universités) est occupé par Alain Tuffreau depuis sa création en 1991. Il s'agit de l'un des rares postes de professeur dont bénéficie la Préhistoire dans les universités de province, et le seul au nord de Paris. L'enseignement, orienté vers le Paléolithique, a été renforcé avec l'ouverture en 1995 d'un poste de maître de conférences, dont le titulaire est Agnès Lamotte et par le concours d'un archéozoologue du CNRS, Patrick Auguste. L'une des particularités de l'enseignement à Lille est ses relations étroites avec celle du Quaternaire et son implantation dans une UFR de Géographie. Depuis le départ en retraite de Jean Sommé, professeur de Géographie, deux maîtres de conférences de Géographie, spécialistes du Quaternaire (Sanda Balescu et Virginie Vergne), prennent une part importante à la formation des étudiants de Préhistoire.

Depuis la création de l'enseignement de la Préhistoire à Lille I, sept thèses concernant le Paléolithique et le Mésolithique de Picardie ont été soutenues ainsi que plusieurs mémoires de maîtrise et de DEA. La mise en place du parcours LMD (licence, maîtrise, doctorat) a entraîné des modifications importantes. En 2^e et 3^e années de licence, la Préhistoire est enseignée sous la forme d'unités d'enseignements rattachées à la licence de géographie et ouvertes, en 3^e année, aux étudiants d'archéologie de Lille III. En master, il s'agit d'un parcours préhistoire/quaternaire intégré dans un master environnement au sein d'une spécialité géosciences.

L'*Université Charles de Gaulle* de Lille (Lille 3) contribuait peu jusqu'à ces récentes années, à la formation des archéologues actifs en Picardie.

Désormais, la majorité des jeunes spécialistes de l'Antiquité recrutés par l'INRAP en sont issus. L'enseignement d'archéologie est dispensé dans le cadre de l'UFR des *Sciences Historiques, Artistiques et Politiques*, avec une licence SHS, mention Histoire de l'art et Archéologie, un Master SHS, mention Sciences historiques et artistiques et un Master SHS, mention Sciences de l'Antiquité. Elle dispose aussi d'une école doctorale *Temps et Société, Langues et Cultures* (TESOLAC).

Terminons par les universités parisiennes. L'Université de Paris I est seule, dans le Nord de la France, à dispenser un enseignement complet et étoffé sur La Protohistoire. L'enseignement commence dès la première année et concerne tout le cycle universitaire (deux professeurs et trois MCU). Compte tenu du dynamisme de cette thématique en Picardie et de la présence du chantier école de la Vallée de l'Aisne, c'est là que se sont formés, depuis le milieu des années 1970, la majorité des archéologues néolithiciens et protohistoriens intervenants en Picardie. Depuis quelques années une formation est ouverte à Paris X-Nanterre au niveau L du LMD (Patrick Pion, MCU).

FORMER À L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Dans les années 1975-1995, les carrières ont constitué un formidable chantier-école. En effet, l'essentiel des forces vives travaillant en Picardie sur le Néolithique et la Protohistoire, appartient globalement à la même génération, essentiellement formée, dans les années 1980-1990, à l'Université de Paris I où l'enseignement de Protohistoire européenne couvre le Néolithique, l'âge du Bronze et les âges du Fer, disciplines peu ou pas enseignées dans les universités d'Amiens, Lille ou Reims. Ces différents étudiants, futurs doctorants et chercheurs, ont tous participé au programme de fouille de la vallée de l'Aisne, qui était le plus important chantier-école de l'*Université de Paris I*, encadré par Jean-Paul Demoule et l'équipe de recherche protohistorique de l'Université. Même si, parallèlement, le CRAVO intervenait dans ce département sous l'égide de Jean-Claude Blanchet et Bernard Lambot, notamment avec les fouilles programmées de Choisy-au-Bac et Catenoy, les jeunes formés sur ces chantiers rejoignirent l'Université de Paris I et se professionnalisèrent, à peu près au même moment que dans la vallée de l'Aisne, dans le cadre d'un programme sablière, inspiré de celui existant à une quarantaine de kilomètres de là. Les fouilles en carrière furent le creuset de la génération qui constitue les forces vives de la recherche de l'archéologie protohistorique régionale. Ces programmes permettaient de délivrer leurs premières autorisations de sondages, d'évaluation ou de fouilles, à de jeunes archéologues, car ils étaient parfaitement encadrés au sein d'une

équipe de recherche, où le sens de l'initiative, du travail d'équipe, de la recherche et de la publication étaient encouragés. Le principal autre chantier école de la région, de 1970 à 1987, était à Ribemont-sur-Ancre. Dirigé par Jean-Louis Cadoux, c'était celui de l'Université de Picardie: il formait les archéologues s'intéressant à l'Antiquité. Bien sûr, toutes les fouilles programmées ont, elles aussi, participé à cette formation pratique.

Aujourd'hui, en terme de formation, quel est le constat? Les seuls endroits où des étudiants peuvent s'initier à l'archéologie de terrain sont les fouilles programmées: Cagny, Saleux, Bury et Boves. Seul, Boves, chantier de l'*Université de Picardie Jules Verne*, accueille des étudiants picards, qui s'intéresseront peut-être, à l'archéologie régionale. Les autres fouilles ont un recrutement large, extra régional. Les étudiants qui passent sur ces chantiers ne font que séjourner en Picardie, sans vraiment découvrir la région et de son archéologie. Seul, un hasard pourrait faire qu'un jour, ils s'intègrent dans l'activité locale. C'est une question préoccupante, car la formation locale se limite à la période médiévale.

En second lieu, dans les carrières, se faisait l'apprentissage de l'archéologie préventive. Personne ne niera que cette activité diffère sensiblement de l'archéologie programmée: la question des choix se pose quotidiennement avec acuité et développe les capacités d'analyse et d'adaptation rapide, avec la gestion des contraintes matérielles et temporelles. À l'heure actuelle, peu de chantiers préventifs acceptent d'accueillir des étudiants. Et lorsque c'est le cas, les responsables d'opération n'ont que peu de temps pour investir dans la formation. C'est une question majeure (qui dépasse le cadre picard): il serait utile de réfléchir sur un nouveau type de chantier-école d'archéologie préventive, permettant de renouer avec l'expérience des formations « sur le tas » dans les programmes carrières.

MULTIPLIER LES SYNTHÈSES, ENCOURAGER LES TRAVAUX COLLECTIFS ET LES PUBLICATIONS

La situation est très variée selon les périodes. Pour la Préhistoire ancienne, plusieurs thèses récentes, d'Alain Tuffreau (1987, doctorat d'État: Paléolithique inférieur et moyen), Pierre Antoine (1990: chronostratigraphie du bassin de la Somme), Nathalie Ameloot-Van Der Heijden (1991: Paléolithique moyen), Jean-Pierre Fagnart (1993: Paléolithique récent et final), Agnès Lamotte (1994: Paléolithique inférieur), Thierry Ducrocq (1999: Mésolithique), Jean Loch (2005: Paléolithique moyen), ont dressé un état complet de nos connaissances en Picardie. Des articles font régulièrement le point sur

l'état d'avancement des recherches. La situation est donc plutôt bonne. Pour autant est-elle parfaitement satisfaisante? Comme pour les autres périodes, il faut tout de même signaler des retards au niveau des publications de site. Des fouilles très importantes, telle Verberie, attendent une publication monographique. Signalons que, dans le cas signalé précédemment, les responsables, Françoise Audouze et Jim Enloe, s'emploient bien à la préparation de cette publication et on peut espérer disposer de ce travail dans un délai raisonnable. Mais, il n'est pas possible d'être aussi optimiste pour les fouilles préventives: plusieurs opérations significatives ne paraissent pas publiables à brève échéance.

Pour le Néolithique et la Protohistoire, plusieurs thèses soutenues, soit en partie, soit pour partie, sur la Picardie, témoignent du dynamisme scientifique des chercheurs travaillant sur la région et constituent le socle du bilan bibliographique qui peut être fait, bien que certaines, encore non publiées soient en passe de l'être. Citons pour le Néolithique, les thèses de Pierre Allard (publ.: 2005), Gérard Bailloud (publ.: 1964), Sandrine Bonnardin (2004), Françoise Bostyn (1994), Philippe Chambon (1999, publ.: 2003), Caroline Colas (2000), Claude Constantin (publ.: 1985), Anick Coudart (1987, publ.: 1998), Jérôme Dubouloz (1988), Lamys Hachem (1996), Danièle Hamard (1993), Cl. Hamon (2004), Mariannick Le Bolloch (1989), Laure Salanova (publ.: 2000), Pascal Sellier (1983), Isabelle Sidera (publ.: 2000); pour la Protohistoire ancienne: Luc Baray (publ.: 2004), Jean-Claude Blanchet (publ.: 1984), Patrice Brun (publ.: 1986), Jean-Paul Demoule (1976, publ.: 1999), Frédéric Gransar (2001), Isabelle Le Goff (1998); Pour la Protohistoire récente Jean-Louis Brunaux (1982), Stephan Fichtl (publ.: 1994), Thierry Lejars (1993), François Malrain (2000), Patrice Méniel (publ.: 1984), Patrick Pion (1996), Nico Roymans (publ.: 1990), Sandrine Thiol (2002). Signalons enfin les travaux diachroniques de Ginette Auxiette (1994 : faune), Vincent Bernard (publ.: 1998, dendrochronologie), Michèle Chartier (1991), Marie-France Dietsch (2000 : carpologie), Chantal Leroyer (1997 : palynologie), Véronique Matherne (2000, publ.: 2001 : carpologie), Jean-Marie Pernaud (1997 : anthracologie), couvrant différentes spécialités paléoenvironnementales.

Ces sommes sont complétées par des synthèses, permettant soit de dresser un état de la question didactique et fort utile – Gérard Bailloud sur le Néolithique en Picardie en 1982 ou Jean-Paul Demoule sur la culture Aisne-Marne en 1997 - soit de compléter des bilans précédemment réalisés – c'est le cas, par exemple, avec les articles des colloques Bronze de Clermont-Ferrand en 1992 et de Lille en 2000, complétant la thèse de Blanchet publiée en 1984. Des articles sont régulièrement publiés,

notamment dans le cadre de colloques (AFEAF, Rencontres d'Antibes, congrès des Sociétés savantes) ou de tables-rondes, comme celles de Ribemont-sur-Ancre sur le second âge du Fer, ou celle qui s'est tenue à Rouen en novembre 2005 sur la transition Bronze-Fer (à paraître). Les travaux de synthèse nécessitent un travail collectif: signalons l'ACR sur *L'implantation du Néolithique rubané dans la vallée de l'Aisne*, dirigée par Mike Ilett, celle, diachronique, sur *Quinze ans de fouilles préventives sur les grands tracés linéaires en Picardie*, coordonnée par Didier Bayard et le PCR sur le III^e millénaire, animé, depuis 2001, par Laure Salanova puis Richard Cottiaux.

S'il y a d'assez nombreux articles qui présentent, plus ou moins en détail, des résultats de fouilles, rares sont les sites ayant fait l'objet de publications monographiques. Comme pour les autres périodes, c'est là que le bât blesse. Dans ce contexte, l'ouvrage de François Malrain et Estelle Pinard sur les sites laténiens de la moyenne vallée de l'Oise, qui devrait paraître cette année, dans la *Revue archéologique de Picardie* (RAP), revêt un intérêt particulier. Ce travail quasi exhaustif porte majoritairement sur des sites d'habitat, la moyenne vallée de l'Oise ayant livré peu de sites funéraires pour le second âge du Fer. Signalons, en particulier, que, si l'habitat gaulois en Picardie (et particulièrement les établissements agricoles) est bien représenté dans la littérature scientifique, il y a un net déficit pour les sites funéraires. D'où l'importance de l'ouvrage sous presse consacré à la nécropole de La Tène ancienne de Bucy-le-Long (Aisne). Pourtant, la documentation amassée ces dernières années, notamment dans la Somme, est imposante: un travail de synthèse, visant à publier les résultats, s'impose.

Pour l'époque romaine, les thèses sont moins nombreuses: Roger Agache (1978), Jean-Luc Massy (1977, sur Amiens), Blaise Pichon (2005) et Paul van Ossel (1987, publ.: 1992). Sébastien Lepetz (1995, publ.: 1996) a dressé un état de nos connaissances sur la faune et Véronique Matherne (2001), sur les études carpologiques. Plusieurs thèses sur la céramique, embrassent un espace géographique plus large qui comprend la Picardie: Xavier Deru (1995, publ.: 1996), Jean-François Geoffroy (2001), Élise Marlière (2000, publ. partielle: 2002; amphores et autres contenants), Marie Tuffreau-Libre (1998), Fabienne Warin (1994 : figurines en terre blanche). Signalons, pour terminer, le travail sur la numismatique de Marie-Laure Berdeaux-Le Brazidec (2001 : ouest de la *civitas Suessionum*).

Quelques synthèses complètent heureusement ces travaux généraux, notamment, sur les villes (Amiens romain en 1983, colloque de Saint-Riquier en 1984), pour le milieu rural, dans les actes des colloques *Ager* tenus à Amiens, en 1993 et à

Compiègne, en 2002, et pour la céramique, dans ceux de la SFECAG ou des tables rondes organisées par Marie Tuffreau-Libre, etc. Les articles publiés çà et là sont assez nombreux, grâce à la présence de la *Revue Archéologique de Picardie*, mais il y a un réel déficit au niveau des publications de fouilles. Le rapport consacré aux campagnes antiques montre l'ampleur des investigations menées dans les trente dernières années, mais la bibliographie des sites publiés est bien mince. Le constat serait identique pour les fouilles menées en milieu urbain. Une publication est en voie de finalisation pour les campagnes romaines, où seront présentés des articles monographiques pour une douzaine de sites. C'est le résultat d'un PCR sur les *campagnes antiques du Nord de la France*, animé par Jean-Luc Collart, de 1999 à 2001. De même, les actes du colloque tenu à Lille en 2002, et qui clôturaient le PCR sur *les villes gallo-romaines du Nord de la Gaule*, dirigé par Roger Hanoune, devraient paraître en 2006. Signalons, enfin, les ateliers de l'UMR Halma 8142 qui viennent de se mettre en place, sur la céramique (Xavier Deru) et sur les campagnes antiques du Nord-Ouest de la Gaule (Pascal Quérel et Wim De Clercq).

Pour la période médiévale, les thèses ne sont pas non plus très nombreuses: François Blary (2001 : Château-Thierry), Bénédicte Doyen (2003 : la Thiérache médiévale), Benoît Clavel (1999 : faune), Marc Durand (publ.: 1998, le cimetière médiéval), Marie-Pascale Flèche-Mourgues (1990 : stèles ornées mérovingiennes), Karin Halvorsen (1997 : céramique de Saint-Jean-des-Vignes), Vincent Legros (2001 : mobilier métallique), Jean-Marc Popineau (1996), Sabine Racinet (2002 : christianisation).

En conclusion, si les archéologues intervenant en Picardie publient relativement beaucoup, grâce, en particulier, au support désormais exceptionnel, qu'est la *Revue archéologique de Picardie* (320 pages par an, au minimum, pour les numéros normaux, plus un numéro spécial en moyenne chaque année, soit 15000 pages depuis sa création en 1982, ce qui constitue un *unicum*, au plan national, compte tenu de la taille de la Région), il y a (comme dans l'ensemble de la France) un déficit au niveau des publications monographiques (pour toutes les périodes, que les fouilles soient programmées ou préventives). L'un des principaux obstacles est le temps nécessaire pour faire aboutir de tels travaux. Ce temps correspond souvent à un investissement difficilement supportable par les institutions participant à l'archéologie régionale, quelles qu'elles soient, semble-t-il. Les moyens spécifiques mis en place, depuis 1984, par le Ministère de la Culture et de la Communication, les aides à la préparation de publication (APP), pour louable qu'en soit le principe, sont insuffisants. Octroyer trois ou quatre mois/hommes ne permet que

de finaliser, peaufiner un manuscrit abouti pour l'essentiel. La préparation du manuscrit doit être assurée préalablement. Les différentes structures intervenant dans l'archéologie française ont bien peu de disponibilités pour financer les participations diverses indispensables (au mieux, le poste du responsable de l'opération est pris en charge par son employeur, éventuellement celui de quelques collaborateurs, mais les interventions de certains spécialistes, le financement des analyses indispensables difficilement assuré). Or, la tendance actuelle n'est pas à une évolution positive dans ce domaine. Ces difficultés expliquent le déficit de publication, unanimement dénoncé (y compris dans les récents rapports d'expertise). Il est presque étonnant que certaines monographies soient tout de même éditées dans ce contexte. La seule solution est la convergence des investissements des différents partenaires sur des projets communs, et non l'éparpillement des maigres moyens sur les objectifs respectifs des différents organismes.

La question d'actualité n'est donc plus quelle monographie doit-on soutenir pour une publication rapide, mais plutôt quelles sont les disponibilités des chercheurs et les thématiques à développer qui permettraient de diffuser auprès de la communauté scientifique d'incontournables résultats avant qu'il ne soit trop tard. Ce sont manifestement les entreprises collectives qui répondent le mieux à cet objectif. Elles ont été encouragées par le Ministère de la Culture, sous la forme des *projets puis programmes collectifs de recherche* (PCR), depuis les années 1980. Ces opérations pluriannuelles, ont pour objectif de constituer un groupe de travail, sur des thématiques très variées, à des échelles géographiques diverses, permettant de réunir une documentation dispersée, d'en extraire les informations majeures et de les mettre à disposition de la communauté scientifique. Depuis 2003, ce système a trouvé une sorte de second souffle au travers des *Actions collectives de recherches* (ACR), au caractère pluri-institutionnel affirmé, puisqu'elles sont cofinancées par les *Ministères de la Culture* (DAPA et INRAP), *de la Recherche* (CNRS) et *de l'Éducation nationale* (Universités). Les moyens mis en place sont beaucoup plus conséquents que pour les PCR. Malgré un démarrage problématique en 2003, les difficultés de certains partenaires pour tenir leurs engagements d'un exercice budgétaire à l'autre, la faible disponibilité des chercheurs, cette expérience a pu se développer et être menée pratiquement à son terme pour une partie des projets. Elle fera l'objet d'une évaluation dont les conclusions pourraient être rendues publiques au terme des premières ACR, en 2006 et 2007. Il faut espérer qu'elle se poursuive à l'avenir sous une forme comparable. La Picardie participe à cette expérience par deux projets.

Les collaborations pluri-institutionnelles trouvent leur cadre naturel dans les *Unités mixtes de recherche* (UMR). La participation des agents du *Ministère de la Culture* a été encouragée par la sous-direction de l'archéologie, à compter de 1993. Une politique de contractualisation avec la direction scientifique du SHS du CNRS a abouti à la création de deux unités mixtes de recherche dès 1994. Le mouvement s'est poursuivi : aujourd'hui, une quinzaine d'UMR ont contractualisé et passé des conventions de recherche avec le *Ministère de la Culture*. Les archéologues de Picardie sont principalement rattachés à l'UMR 8142-HALMA de Lille et à l'UMR 7041-ArScAn de Nanterre. Trois d'entre elles (Toulouse, Dijon et Lille) ont également conventionné avec l'INRAP. Le but initial de ces associations était d'institutionnaliser la co-tutelle scientifique du CNRS, de l'Université et de la Culture, en vue de développer des programmes collectifs de recherche dans des domaines prioritaires et innovants. Dans l'esprit du CNRA et de son vice-président, *ce partenariat en région (...) connectant les départements universitaires, les unités du CNRS, les SRA, les musées, les services territoriaux et les bases régionales de l'INRAP devraient pouvoir être les relais attendus pour mieux programmer la recherche* (GRAS M. (dir.) et alii, « La recherche archéologique en France : bilan 1995-1999 du Conseil national de la Recherche archéologique », *Les nouvelles de l'archéologie*, 2002, 88 (2), p. 74-75). Dès lors, ces « pôles archéologiques régionaux » pourraient s'incarner dans des « maisons de l'archéologie » dont la Maison René Ginouvès, à Nanterre, serait une forme de préfiguration. L'accord-cadre passé le 22 avril 2002 entre les *Ministères de la Culture* et de la *Recherche* reprend l'objectif d'une généralisation des UMR contractualisées et conventionnées et, pour la première fois, pose le principe du statut de membres à part entière des personnels de la Culture au sein de l'UMR qui devient leur unité d'affectation de recherche (« Archéologie. Entretien avec J.-Fr. Texier et Fr. Favory, Recherche et Culture », *Le Ministère de la Culture et de la Communication et le Centre national de la Recherche scientifique*, Paris, MCC, 2004, p. 6-9).

Le niveau d'interprétation et donc de lecture de toutes les données est celle maintenant de territoires plus grands que les finages recoupés ici, par les programmes sablières ou là, par le cumul d'observations sur divers types de projets d'aménagement ou par l'étude de ZAC de grandes surfaces comme il en existe maintenant plusieurs sur le Nord de la France. Pour aller dans ce sens, la sélection d'échantillons spatiaux en nombres suffisants et à l'échelle du Bassin parisien a été proposée dans le cadre d'un programme de recherche par l'UMR 7041 ArScAn de Nanterre qui souhaite collaborer avec l'ensemble de notre communauté scientifique sur ce projet diachronique. Plus modestement, et à notre échelon

régional, le développement de la toute jeune UMR 8142 HALMA basée à Lille 3, initialement centrée sur l'Antiquité, dont les compétences couvrent maintenant la Protohistoire ancienne et récente, devrait permettre de soutenir, entre autres, un tel objectif, en relation avec l'équipe de Protohistoire européenne de l'UMR ArScAn de Nanterre.

RÉFLÉCHIR SUR LES OBJECTIFS DE L'ARCHÉOLOGIE RÉGIONALE

Dans un premier temps, la principale préoccupation de la communauté scientifique, devant le retard de la France en ce domaine, était de documenter chaque période. Dans les années 1970-1980, période « pionnière », il importait d'accumuler des données : un bâtiment, une fosse riche en matériel apportait sa pierre à l'édifice. Le moindre élément était intéressant. C'est ainsi, que furent mis en évidence, dans notre région (suivant en cela ce qui se passait ailleurs également), de nombreux sites mésolithiques dans la vallée de la Somme et, principalement dans les vallées de l'Aisne et de l'Oise, des sites rubanés, des établissements ruraux gaulois et romains, ainsi que des habitats du haut Moyen âge.

Dans un second temps, à partir du milieu des années 1980, des moyens nettement plus importants, liés à la taille et aux finances des aménageurs, permirent le développement de l'archéologie préventive et la professionnalisation des archéologues. En milieu urbain, les premières véritables fouilles stratigraphiques furent possibles, renouvelant complètement la documentation antérieure. En milieu rural, cette révolution fut moins importante (excepté pour les sites enfouis en profondeur, notamment préhistoriques), compte tenu des progrès déjà réalisés dans les carrières, mais elle permit de découvrir un espace géographique nouveau : les plateaux. Il fut possible d'y réaliser de grands décapages, sources de nombreuses découvertes. L'exploration de ce nouveau domaine fit rebondir les problématiques. Il fut rapidement clair que la réalité était plus complexe que ce qui avait été perçu jusqu'alors. Les modèles construits pour les périodes protohistoriques furent complétés, tandis que les schémas d'interprétation du monde rural antique, qui reposaient essentiellement sur les prospections aériennes étaient, eux aussi, rendus obsolètes. Donc, la frénésie d'accumulation des données se poursuivit, sur un rythme accru. La question de choix ne se posait pas vraiment : toute nouvelle découverte apportait sa pierre à l'édifice en construction.

La mise en place de la loi de 2001 a couronné les efforts soutenus de la profession depuis trente ans, en faisant entrer l'archéologie préventive dans

le champ législatif. Elle a été saluée comme une victoire par l'ensemble des archéologues. Cependant, les archéologues n'ont pas perçu qu'elle avait aussi pour conséquence de mettre un terme à la phase « pionnière ». Désormais, la protection du Patrimoine archéologique est une réalité établie en France, mais elle génère des contraintes lourdes qui attirent l'attention du « corps social », au premier rang duquel se placent les élus. Et la conséquence de cette attention, c'est que le « corps social » s'interroge sur le bien-fondé de ces contraintes. Les difficultés liées au financement de l'archéologie préventive ont engendré de multiples enquêtes parlementaires. Certes, les archéologues ne sont pas responsables du faible rendement fiscal, dénoncé par le rapport de janvier 2006 sur la redevance d'archéologie préventive. Mais ils se trouvent dans la position de devoir expliciter leurs choix, particulièrement en matière d'archéologie préventive, mais plus largement, pour l'ensemble de l'archéologie métropolitaine, comprenant aussi les fouilles programmées.

Cette pression sociale est à l'origine de la réflexion menée dans le cadre de ce *Bilan de la recherche archéologique en Picardie*. Son objectif est de dresser un état de la recherche régionale, qui permette de l'orienter vers des objectifs définis clairement, dans le cadre d'une « programmation » interrégionale établie par les conservateurs régionaux de l'archéologie et la CIRA. Cette programmation signifie que des choix seront faits en fonction des priorités établies. Les participants à l'exercice avaient bien conscience de cet enjeu. En même temps, ces bilans montrent que les archéologues sont capables de réaliser une telle analyse et de dégager d'eux-mêmes des priorités (et qu'ils le font déjà depuis longtemps), répondant ainsi à certaines interrogations ou critiques entendues ou lues ça et là, suggérant que les archéologues (surtout ceux impliqués dans l'archéologie préventive) fouillent « tout et n'importe quoi » et n'ont pas de perspective scientifique. Il est certain que les programmations établies depuis la fin des années 1970 par le CSRA/CNRA, ont fini par ressembler à des « inventaires à la Prévert » visant à prendre en compte globalement une recherche archéologique nationale extrêmement diversifiée. Pour être pertinent, l'exercice doit être réalisé à l'échelle régionale, car les situations y compris à l'intérieur de l'interrégion Centre-Nord sont très différentes d'une région à l'autre.

La majorité des intervenants a essayé de suggérer des priorités pour le champ chronologique traité, en affinant souvent l'analyse au niveau des différentes périodes embrassées et des différentes thématiques rencontrées (habitat/funéraire, etc.), voire des types de mobilier ou des analyses. Ces propositions sont plus ou moins développées, suivant l'état d'avancement des réflexions et la richesse de la documentation accumulée. Mais les objectifs de l'entreprise sont pleinement atteints : les éléments réunis établissent une base documentaire solide, étayée par une réflexion judicieuse, qui font la démonstration d'une maturité certaine de la discipline. Il s'agira, dans un proche avenir, de préciser ces priorités.

L'élaboration du bilan a créé une dynamique, qu'il conviendrait de prolonger de diverses manières (séminaires, PCR, ACR et toute action collective, en particulier au sein des EA et UMR qui regroupent les archéologues impliqués dans la recherche régionale). Les objectifs que l'on pourrait assigner à ces groupes de travail seraient de compléter les différents bilans thématiques, les approfondir dans certains cas, d'aboutir à un état de la situation plus complet, et enfin, d'en préparer la diffusion détaillée. Il est souhaitable, en effet, que les acquis considérables des trois dernières décennies servent d'assise aux programmations scientifiques futures. Il serait, en effet, regrettable que certaines thématiques soient délaissées et tombent dans l'oubli, par défaut de transmission. Nous avons vu que le risque existait (*cf.* l'exemple de l'archéologie mérovingienne).

Cette démarche est particulièrement importante dans cette période de mutation de la recherche archéologique, créée par la modification de la loi sur l'archéologie préventive en 2003 : la mise en concurrence pour les fouilles préventives et le développement des services archéologiques de collectivité, risquent de bouleverser, à terme, le paysage scientifique de l'archéologie picarde, même si l'INRAP restera le principal opérateur, garantissant ainsi une certaine continuité méthodologique et scientifique. La question de la transmission effective des acquis scientifiques et techniques apparaît donc comme cruciale.